

tribune socialiste

SIDERURGIE
la parole à
Jacques Chèreque

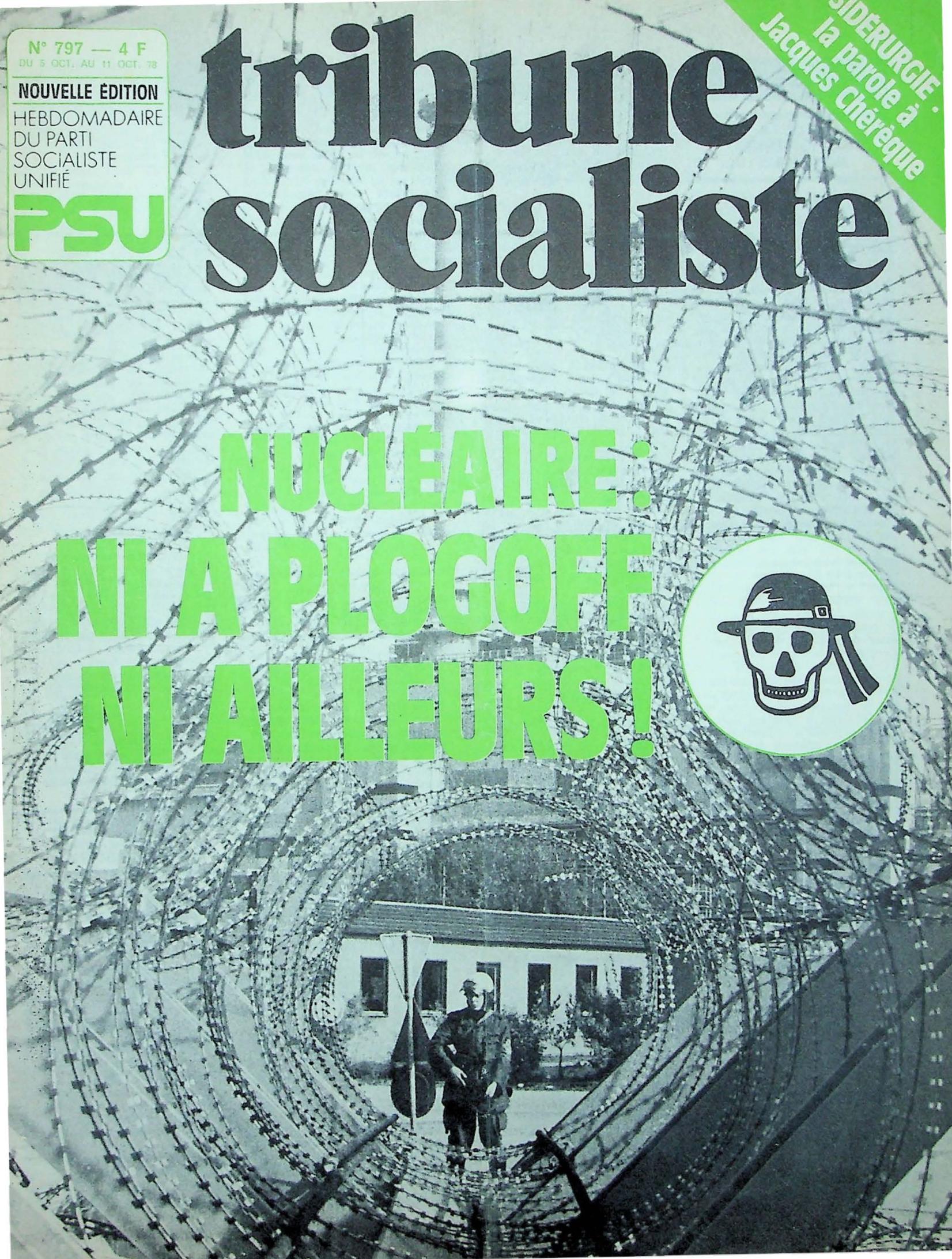
N° 797 — 4 F
DU 5 OCT. AU 11 OCT. 78

NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

**NUCLÉAIRE:
NI A PLOGOFF
NI AILLEURS!**



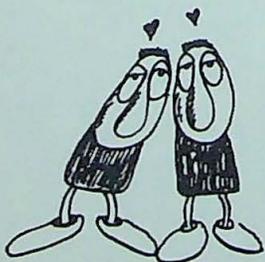
**LES AMIS DE LA TERRE :
« EUROPEENNES,
NON MERCI ! »**

Le réseau des Amis de la Terre (RAT) a tenu une réunion nationale extraordinaire les 30 septembre et 1^{er} octobre 1978. Il a décidé de ne pas prendre part aux élections européennes.

Il constate en effet que les buts de la C.E.E. sont totalement étrangers à l'idée d'une Europe des régions. Ceux-ci, comme le précise l'article 2 du Traité de Rome, se bornent essentiellement à la promotion de la croissance industrielle de l'Europe occidentale par la voie de la concentration. Il est donc logique que l'action des Etats via la C.E.E. ait pour résultat d'accentuer les disparités entre les régions surindustrialisées et les régions désertifiées de l'Europe, ainsi que de systématiser le pillage des pays du Tiers-Monde liés à la C.E.E. La pesanteur anti-écologique de la C.E.E. est donc si considérable et si bien institutionnalisée que le RAT voit mal ce que des députés écologistes pourraient faire à l'Assemblée Européenne. Par ailleurs, la fonction de contrôle des Institutions européennes exercée par ses élus implique de cautionner les buts et l'existence de la C.E.E., de sorte qu'il semble qu'il soit plus dangereux d'être présent dans cette Assemblée que d'en être absent.

Afin de montrer leur opposition à l'Europe productiviste, le RAT propose à tous les écologistes européens d'émettre un vote nul en utilisant des bulletins illustrés par le soleil de « Nucléaire, non merci », et portant des slogans (relatifs par exemple au nucléaire, aux armements, au Tiers-Monde) que chaque groupe ou chaque électeur choisira.

**PLEINS FEUX
SUR LE SEXE**



Rompre le silence sur les problèmes de la sexualité au sein du P.S.U., telle est la tâche que s'est assignée la Commission homosexuelle lors de sa première réunion nationale, le samedi 30 septembre.

En effet, le débat qui s'est

instauré entre les participants, venant de différentes fédérations ou du Front autogestionnaire, a abouti à une conclusion unanime : il n'y a pas un problème homosexuel mais des problèmes de la sexualité. L'homosexualité est une forme de la sexualité qui est marginalisée dans le système idéologique do-



minant et est, à cause de cela, soumise à une répression particulière. Il faut donc mener une bataille spécifique pour la suppression des alinéas des articles 330 et 331 du Code pénal aggravant les peines pour raison de relations homosexuelles. En dehors de cette action spécifique il faut mener l'explication sur le fait que la sexualité définie comme « normale » à l'heure actuelle ne repose pas sur des faits biologiques et scientifiques mais sur un système idéologique privilégiant, pour des raisons économiques, le couple-reproducteur.

Il s'agit de redonner à la sexualité tout son rôle ludique et de plaisir et dans ce cadre permettre à chacun d'assumer ses pulsions et ses désirs qui peuvent aller aussi bien vers un partenaire de son propre sexe que du sexe opposé.

La réflexion sur les problèmes de la sexualité est encore bien



CALENDRIER

● Les 7^e et 14^e sections de Paris du PSU ont prévu une intervention sur la baignole à l'entrée du salon de l'auto le samedi 7 octobre 1978 à 14 h avec Paris-Ecologie.

● Courant communiste autogestionnaire (courant « C ») - Réunion en vue de la préparation des textes de congrès. Centre international protestant, 8, villa du Parc Montsouris, Paris-14^e (tél. 589-55-69), M^e Cité universitaire, le samedi 14 octobre à 14 h et le dimanche 15 octobre de 9 à 17 h.

faible au P.S.U. ; ce n'est guère étonnant lorsqu'on s'aperçoit des réticences que suscite le fait même d'en parler. Pour la plupart des militants c'est encore un tabou, une « chose de la vie privée » nié par ce raisonnement la dimension politique que revêt la sexualité, le rôle que lui fait jouer le système capitaliste dans l'organisation des rapports sociaux et dans le fonctionnement du système économique actuel. C'est pourquoi un projet autogestionnaire ne peut passer à la trappe ce domaine, nœud (si je peux m'exprimer ainsi) des relations inter-individuelles et de la conception que l'on a des rapports entre le privé et la vie publique.

La commission s'est étonnée du silence fait autour de ces questions dans le programme de la réunion des autogestionnaires du mois de novembre (Poitiers) et de la maigre place qui leur est accordée dans le questionnaire pour le prochain congrès (paragraphe IV, question 2). De toutes façons une contribution sera élaborée afin que tous les militants puissent en débattre et qu'enfin les problèmes de la sexualité ne soient plus des problèmes à traiter dans l'ombre.

J.-F. THORAVAL ■

**SAINT-ETIENNE :
POURQUOI LES ELUS PSU
ONT DIT NON**

Les conseillers socialistes de la municipalité de Saint-Etienne ont proposé récemment de retirer leurs délégations aux conseillers M.R.G. se réclamant de Robert Fabre. Les élus P.S.U. ont voté contre, avec les élus communistes. Ils s'en expliquent :

Six mois après l'anéantissement des espoirs que 10 millions de travailleurs avaient placés dans l'échéance de mars 1978, il faut bien constater que les leçons ne sont pas encore tirées dans la pratique des organisations de la gauche traditionnelle.

Bien avant septembre 1977, le P.S.U. avait montré que la logique de l'alliance des partis du programme commun serait insuffisante pour entraîner une transformation réellement socialiste de notre pays. L'alliance du programme commun reposait, en effet, bien davantage sur des compromis d'Etats-Majors et d'appareils que sur les objectifs communs de mobilisation populaire.

En septembre 1978, parce que le rapport des forces ne lui semblait pas évoluer en sa faveur, l'appareil du P.C. a paru « découvrir » l'orientation à droite du P.S., comme si le programme commun n'avait pas été dès le départ l'expression du compromis sur cette orientation.

Depuis mars, la problématique n'a malheureusement pas varié. Au lieu de la recherche d'une

reconstruction de l'unité sur des objectifs d'action mobilisateurs, on assiste aux mises en accusation réciproques à grand spectacle, devant la presse et la télévision, tandis qu'à d'autres niveaux se livrent de sourdes luttes d'influence.

C'est sur cette toile de fond que le P.S.U. apprécie la situation présente de la Municipalité de Saint-Etienne. Et si, aujourd'hui, le P.S.U. condamne évidemment le ralliement de Robert Fabre aux vues giscardiennes et l'appui que lui apportent des dirigeants locaux du M.R.G., il ne feindra pas de s'en étonner, car il ne s'est jamais illusionné sur l'orientation politique du M.R.G., par delà ses alliances conjoncturelles.

Cela signifie que sur le plan municipal, les organes d'information et de gestion doivent cesser d'être l'enjeu constant de luttes de pouvoir entre les différentes composantes politiques. C'est à cette condition que les travailleurs et la population seront à même d'intervenir réellement sur leurs propres affaires : les organes de la démocratie municipale que la gauche se fait un honneur d'avoir créés pourront alors connaître un réel développement.

Le problème municipal est finalement peu différent de celui qui se pose globalement aux travailleurs de notre pays : la construction d'une véritable unité populaire à travers l'action contre la politique giscardienne et ses conséquences (chômage, niveau de vie, libertés syndicales...) doit être le ciment et non l'habillage d'un accord entre les appareils.

Roger CHARLAT,
Jean BROUSSE,
Claudette GAILLARD,
conseillers P.S.U.
de la municipalité
de Saint-Etienne ■

**EDUCATION PHYSIQUE :
LE COUP BAS
DE SOISSON**

Les faits : dans le plus grand secret et sans aucune consultation des enseignants et des syndicats, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Soisson, vient d'asséner le coup le plus bas à la gymnastique scolaire tout en déclarant à la presse et à la télé : « Grâce à mon plan de relance, chaque classe aura son horaire réglementaire d'éducation physique ». Scandale, escroquerie, mystification, s'écrient les enseignants et les huit-mille étudiants en formation.

Le décret et ses conséquences : arrêt brutal du recrutement (zéro poste de profs certifiés au budget 79 ; que vont devenir les huit-mille étudiants en formation ?) Augmentation d'une heure hebdomadaire du service au détriment du sport du mercredi après-midi. Imposition de deux

heures supplémentaires à tous les profs. Liquidation totale des centres de rééducation physique et transfert autoritaire des enseignants spécialistes dans le secteur scolaire. Transfert autoritaire de profs enseignants à l'Université dans les lycées et CES.

La riposte : elle a été unanime chez les enseignants et les parents de la fédération Cornec. Le syndicat des profs de gym (SNEP) organise 24 h de grève par semaine (!), mais des actions locales plus dures ont éclaté spontanément : grève de huit jours à Marseille, occupation du rectorat à Nice ; le 29 septembre une centaine de profs envahissent par surprise la direction régionale de l'EPS (Education physique et sportive). Les forces « de l'ordre » étaient dans la rue, elles sont intervenues brutalement sur ordre du recteur et après que M. Perrier, directeur régional de l'EPS, ait dit au commissaire : « **Maintenant, c'est à vous** ». Deux profs inculpés et traduits en correctionnelle, 36 arrêtés, puis relâchés après avoir été fichés.

Et maintenant : le syndicat (SNEP) ne peut lutter seul ; la FEN ne doit plus se contenter

de vagues protestations verbales ou écrites ; l'attaque contre les profs d'éducation physique n'est qu'un prélude : le pouvoir tente de disloquer l'Education natio-

nale en s'attaquant d'abord à ses petits syndicats.

Prochaine étape de la lutte : à Paris le 13 octobre, grande manifestation centrale pour le

développement du sport à l'école, une éducation physique de masse et contre le chômage.

Y.T. ■
prof d'éducation physique

notre menu

● « Chanson de femme » déménagement. Maintenant, l'association se produit depuis le 4 octobre au café-théâtre la Sou'pap, 3, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie (M^o Hôtel de Ville). Le premier spectacle est présenté jusqu'au 28 octobre tous les mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 19 h 30. Il a pour titre « Rétro, chapeaux et trémolos ». Il s'agit d'une rétrospective des images de la femme dans les chansons de 1850 à 1920, vue avec humour. Les interprètes sont Anne-Marie Buthet, Linda Cats, Christiane Desprat, Annie Michele et Marielle. Elles sont accompagnées au piano de Lola, sur une mise en scène de Jacqueline Dorian.

● Le théâtre de l'Aquarium démarre une nouvelle pièce à la Cartoucherie de Vincennes. Il s'agit de « La Sœur de Shakespære », créée en co-production avec le théâtre de la Salamandre, à partir de l'entretien d'une femme, publié dans une thèse de 3^e cycle de sociologie. Le spectacle commence impérativement à 20 h 30, mais les portes sont ouvertes à partir de 19 h, avec bar,

musique, bouffe, etc. On en reparlera bientôt (par exemple la semaine prochaine).

● Djamel Allam sera du 2 au 28 octobre à 20 h 30, à la Cour des Miracles, sauf le dimanche.

● François Béranger sera du 11 au 18 octobre au théâtre de Boulogne-Billancourt à 21 h.

● Du côté du jazz, la Mûrisserie de Bananes (15, rue des Halles), nous propose Bertrand Gauthier, François Mechali et Gérard Marais du 10 au 14 octobre à 23 h. Le 15, de 18 à 22 h, on retrouve les mêmes avec Jean-François Canappe.

● En province, on verra Font et Val les 10 et 11 à Bourges, le 12 à Guéret, le 13 à Niort et le 14 en banlieue à Houilles. On verra aussi Areski et Fontaine le 7 à Tulle et du 9 au 15 au 8 saveurs à Lyon.

● Enfin, Michèle Bernard sera, avec son accordéon, du 10 au 15 à Tarbes. Les amateurs de musette risquent d'être déçus.

Michel MARTIN ■

HUMEUR

Si j'étais pape...

Si j'étais Pape, je ne lirais pas des livres grivois la nuit en profitant du sommeil des bonnes sœurs chargées de reprendre mes chaussettes. J'aurais la charité de ne pas forcer les journalistes à répéter les mêmes conneries déjà infligées pendant les vacances et je pousserais l'honnêteté et l'équité à ne pas mourir seulement pour *France-Soir* et *Le Monde*.

Si j'étais Pape, j'aurais la décence de ne pas me marrer dans les églises, ce qui m'éviterait notamment un juste châtement du Saint-Esprit.

Si j'étais Pape, je ne m'arrêtera pas dans la rue pour causer avec un maire du P.C. D'abord cela éviterait au communiste de passer pour un chrétien-démocrate et cela m'épargnerait, une nouvelle fois, les foudres d'un Saint-Esprit qui, de là-haut, n'a rigoureusement rien compris au compromis historique.

D'autre part, je m'entendrais avec les Russes pour qu'ils m'offrent un samovar électrique que je ferais transformer en tiare électrique pour l'hiver. De loin les fidèles n'y verraient que du feu et ça serait tout bénéf pour mon image de marque.

Si j'étais Pape, je montera une boutique de porno avec toutes les horreurs que le Vatican cache dans ses caves depuis des siècles pour le cas où un concile déciderait une sérieuse révision des dogmes du catholicisme.

Et tant qu'à faire, je m'installerais à Avignon où le climat est bien meilleur et où il y a bien moins de curés dans les rues.

Si j'étais Pape, je téléphonerais à Mitterrand pour lui demander conseil et, qui sait, pour lui proposer une

affaire : un type qui sait parler avec une extrême onction dès qu'il plane un peu, cela peut être utile.

J'en profiterais pour lui demander comment il s'y prend avec Rocard, histoire de savoir reconnaître un bouillon de onze heures : depuis Borgia, beaucoup de recettes se sont perdues.

Si j'étais Pape, j'évitais de casser les pieds à Dieu tous les matins et tous les soirs avec des prières impossibles et je cesserais de donner des bénédictions à la télé parce que cela ne rapporte pas un rond. La télé, c'est avec ça qu'on a tué le cirque : au bout de quelques années, les gens connaissaient tous les numéros.

Si j'étais Pape, je démissionnerais en faveur de Maurice Clavel qui n'attend que cela sur la colline, dite inspirée, de Vezelay. Il espère désespérément un coup de téléphone du général de Gaulle qui aurait, dit la rumeur spiritiste, décidé de passer par son intermédiaire pour causer avec Giscard.

Vraiment, si j'étais Pape, je ferais quelque chose pour Clavel : on peut pas le laisser dans cet état...

Si j'étais Pape, j'apprendrais une trentaine de langues de plus. Pour faire plaisir à un collaborateur de T.S. qui, une fois par an, prend son pied en poussant des hurlements de joie quand, tout seul, sans filet, le dit Pape le bénit en Bantou ou en esquimau, grâce à la télé.

Et, enfin, si j'étais Pape, je ne ferais pas la « une » des canards au moment où les paysans du Larzac ont de gros problèmes, et je ne détournerais pas de façon scandaleuse l'attention de la classe ouvrière française passionnée par le rapport du Comité central du Parti communiste français.

C.-M. VADROT ■

FELICITATIONS

Fidèle lectrice de **Tribune socialiste**, je tiens à vous féliciter d'avoir réservé dans les colonnes de votre dernier numéro, une large place au livre de Gilles Perrault : **Le pull over rouge** (Ed. Ramsay). Le résumé qu'en fait votre collaborateur Michel Etienne n'a d'égales, en fait de clarté et de rigueur, que la clarté et la rigueur du livre lui-même. C'est un ouvrage remarquable, passionnant et détonant. On ne peut, en le fermant, que se dire : « Aurions-nous laissé commettre une atroce erreur judiciaire ? ».

Marie LEMAITRE, Documentaliste à l'Education nationale, Paris ■

CAVANNA FASCISTE ?

Bukowski est génial : c'est tant mieux, Bernard Blanc adore Bukowski : c'est très bien. Bernard Blanc l'écrit dans **T.S.** : c'est très con.

Les idoles font toujours écrire des conneries à leurs fans. Bernard Blanc est un vrai fan. Juste borné comme il faut avec des œillères grosses comme des sous-marins. Ce que Buk écrit est bon, génial, divin ou sublime pourquoi pas, Blanc. Mais ne vient pas nous bassiner avec les cuites ou les pets de Buk. On se fout de l'anecdote.

Quand Buk emmerde Catherine Paysan, tu trouves ça très drôle. « Voyez comme il est resté marginal et pas récupéré pour deux ronds puisque même à la télé, il reste un « vieux dégueulasse ». Buk se conduit simplement comme le bon phallo qu'il est, bien con, bien classique. Il n'y a pas un vilain sexisme — celui des obscurs — et un beau sexisme, transcendant par le génie, celui des poètes et des écrivains. Quand Cavanna demande à Buk de fermer sa gueule, tu n'en peux plus, Cavanna a commis un crime de lèse-marginal. On ne dit pas « ta gueule » à un monstre sacré. On se prosterne aux pieds du Très Grand Ecrivain Maudit et on demande gentiment l'autorisation de l'ouvrir. Pour Blanc, Cavanna et les autres étaient à **Apostrophes** pour jouer les faire-valoir ou les lèche-culs. Face à un génie, il

n'y a pas d'autre alternative : le silence ou la brosse à reluire.

Et pourquoi, Blanc, cette petite perfidie : « Bravo Cavanna tu as vendu plein d'exemplaires de ton bouquin chez les anciens d'Algérie » ? Cavanna fasciste ! Ça ne t'empêche pas de dormir, Blanc, ce genre de bêtises ? (Ce que tu ne dis pas — mais pas de bonne critique sans quelques petites omissions —, c'est que Cavanna voulait intervenir, non pour vanter sa prose, mais pour parler d'Artaud — autre écrivain marginal, Blanc, il faut que tu le lises). Enfin, dernière bêtise, mais ça n'est pas la moindre, tu nous assènes le morceau de bravoure : Bukowski c'est beau mais en plus c'est politique (chacun sait qu'il existe des livres apolitiques). S'il était journaliste dans un autre canard, Blanc nous aurait épargné ce « politique » ; mais voilà : Blanc écrit à gauche et grâce à ce joli petit mot voilà exorcisés à tout jamais les vieux démons de la réaction.

Camarade si tu aimes Buk avant tout parce que c'est beau, tu es guetté par la contre-révolution. Mais tu peux l'aimer la conscience en paix. Le commissaire politique Blanc te le dit : non seulement Bukowski c'est plein de poésie, mais c'est aussi plein de belles choses politiques. Ah bon.

Alain DUVERNOY, Paris 17^e section P.S.U. ■

P.S. : Dis-moi, Blanc, pourquoi as-tu attendu si longtemps pour nous parler de Buk ? Il fallait que la télé t'ouvre la voie ? Dans **Charlie-Hebdo** ça fait un bail que Cavanna en a parlé. Qu'est ce que tu foutais alors ? Tu en étais encore à Guy des Cars ?

LE P.C.F. N'EST PAS CE QU'ON CROIT

Lecteur de **T.S.** depuis plusieurs années, je relève dans votre article « Où va la France ? » (**T.S.** n° 795) une inexactitude. Etant membre du parti communiste, je n'ai absolument pas l'impression que la direction du P.C.F. s'est employée à briser la vague qui contestait les pratiques de débat interne héritées du stalinisme. Pour deux raisons :

● Parce que le débat qui se déroule

actuellement dans le P.C.F. a justement pour but de trouver les meilleures formes de fonctionnement démocratique permettant de lutter contre le bureaucratisme (qui n'est le fait du seul P.S. mais est un phénomène inhérent à toute structure sociale organisée) tout en gardant au parti sa cohérence et son efficacité (par exemple ce qui se passe au P.S.U.).

● Parce que ce sont les mass média qui ont délibérément volé au secours du P.S. pour que le débat réel sur les responsabilités de l'échec de mars soit remplacé par une soit disant contestation de la ligne politique du P.C.F. par les militants eux-mêmes.

Ayant été très proche du P.S.U. en 1968, sa myopie actuelle me navre... Il est vrai qu'à cette époque, Michel Rocard, déjà lui, faisait beaucoup d'anticommunisme pour masquer un discours complètement creux sur l'autogestion. Comme le dit Victor Leduc : « L'heure des choix approche qui permettra peut-être aussi de voir plus clairement, entre un François Mitterrand qui se dit « un peu marxiste » et un Michel Rocard qui propose d'agrémenter d'un zeste d'autogestion, le plat amer des « contraintes économiques » quelles sont les options politiques du P.S. et de dissiper bien des illusions ». Oui mais une fois l'illusion dissipée je ne vois pas le P.S.U. servir de relais (on ne refait pas 1969). Il ne nous reste donc qu'à nous battre, dans le P.C.F., pour que celui-ci demeure toujours plus le grand parti de masse de l'immense majorité des travailleurs, des exploités et des intellectuels... même contestataires.

Dr Gilbert BEREZIAT, Paris ■

1) Admettons que le P.C.F. s'emploie à corriger ses structures héritées du stalinisme. Il reste qu'elles ont permis de prendre les décisions de fond avant comme après les élections. Efficacité, cohérence... très bien ; mais justement : peut-on rompre avec le stalinisme sans un minimum de bouleversement, sans changer la direction ?

2) Rocard faisait de l'anticommunisme ; je le critiquais alors ainsi que ses conceptions réductrices de l'autogestion. Cela veut-il dire que son discours était creux ? On ne dissipera pas les illusions en dénonçant par avance une hypothétique trahison mais en allant au fond des problèmes de l'autogestion en même temps qu'en pratiquant l'unité d'action.

3) Le P.C.F. devrait réfléchir au fait qu'il y a aussi des exploités et des intellectuels au P.S., au P.S.U., dans l'extrême gauche ou ailleurs que dans des organisations. Conserver au P.C. son influence sur la classe ouvrière n'est pas un but en soi ; notre but, en construisant une « gauche différente » est de développer l'unité populaire pour l'autogestion socialiste en reculant d'avance le rôle dirigeant d'un parti.

J.-M. DEMALDENT ■

CREDIT PHOTO : P. 1 : D.R. ; P. 7 : photo A.F.P. ; P. 11 : photo, Gérald Bloncourt ; P. 12 : photo Didier Maillac.

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à **Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.**

M. Mme Mlle
 NOM..... Prénom.....
 Adresse.....
 Profession.....
 Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
 Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
 à l'ordre de **Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.**

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
 Rédacteur en chef : José Sanchez
 Rédacteurs en chef adjoints : Claude Desliat, René Lanarche
 Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay-G. Hecet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan

● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel
 ● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé
 Maquette et collaboration technique : Max Pagis

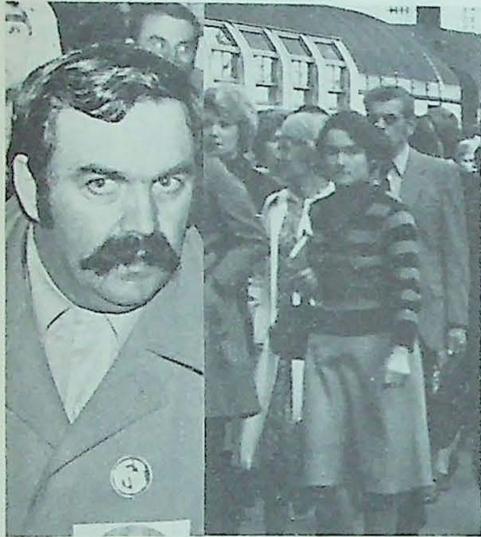
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
 Directeur de la publication : Geneviève Petiot
 Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
 9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.
 Administration et publicité : 566-45-37
 Numéro de la commission paritaire : 37 392
 Distribué par les N.M.P.P.

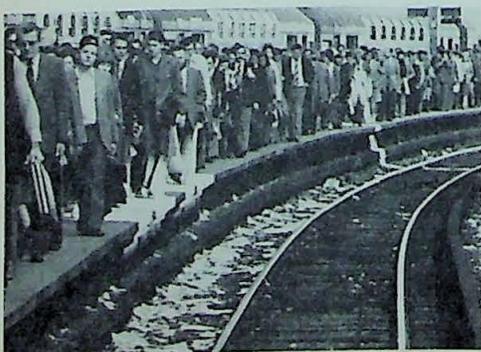
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse
 Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

- **Où va la France ?**
Le folklore de Barre
par **J.-M. Demaldent** p. 5
- La leçon des partielles
par **F. Turquan** p. 6
- L'interrogation
par **S. Depaquit** p. 7
- **Social**
La bataille du rail p. 7



- Burroughs :
un rapatriement frauduleux p. 8
- **Nucléaire**
Ni à Plogoff, ni ailleurs
par **P. Treguer** p. 9-10
- **La parole à**
Jacques Chérèque
Propos recueillis
par **J.-Y. Sparfel** p. 11-12
- **Et pourtant elle tourne**
Nicaragua : la mort est son métier
par **A. Deschamps** p. 13
- Liban :
la logique aux mains sales
par **J. Sanchez** p. 14
- **Les armes de la critique**
Le personnage populaire (1) :
Le destin ordinaire de la femme
par **D. Nores** p. 15
- Alertez les bébés !
par **J. C.** p. 15
- B.D. et censure
par **B. Blanc** p. 16



Le folklore de Barre

Par Jean-Marie DEMALDENT



Cinq élections partielles, cinq succès pour la gauche. Le R.P.R. s'agite ; la majorité s'émeut ; l'impopularité du gouvernement s'étale au grand jour, Raymond Barre lui-même ne le conteste pas. La presse s'étonne de la sérénité du Premier ministre qui ne manque pas une occasion de souligner à quel point il est satisfait.

Cette semaine, tous ses records sont battus. Passons sur le traditionnel « **Ça ira mieux vers le milieu de l'année prochaine** ». Barre nous indique les secrets de sa bonne humeur. La revendication syndicale de la semaine de 35 heures qui traduit les aspirations et les espoirs des travailleurs déclenche chez lui une irrésistible « **hilarité** ». Et il y a sa « **liberté d'expression** » qui lui permet d'échapper au « **déphasage** » du discours politique traditionnel. Selon lui, il n'y a pas tant un problème du chômage qu'une inadaptation des demandeurs d'emploi aux offres et des jeunes à la discipline du travail. Il n'y aurait pas de pire calamité pour les Français que l'aspiration qui se manifeste partout : « **Vivre au pays !** ». Le mal suprême serait le refus des licenciements. Au contraire, Barre considère qu'il faut élargir le droit de licenciement dont les limites actuelles empêcheraient les patrons d'embaucher de peur de ne pouvoir licencier demain. Pour Barre, sans droit de licenciement absolu, pas d'emplois futurs « **sûrs et stables !** ».

En fait le vrai secret de la bonne humeur de Raymond Barre, c'est de pouvoir dire crûment la logique du capital, sans l'envelopper dans du papier d'argent, parce qu'il n'est pas « **personnellement** » candidat en 1981.

Là, nous touchons une question très sérieuse qu'on a eu tort de passer sous silence à l'occasion du 20^e anniversaire de la Constitution. Barre est tranquille : il peut appliquer « **avec continuité la politique qui a été arrêtée par le gouvernement sous l'autorité du Président de la République** ». La Constitution établie à la suite du putsch militaire de 1958 autorise le Président et le gouvernement à gouverner sans aucun contrôle. S'il en était besoin, Giscard l'a rappelé au R.P.R. Il est permis de s'exprimer — tout au moins au Parlement —, mais c'est tout : « **Les partis sont nécessaires à la vie démocratique. Je rappelle qu'ils n'ont, par contre, pas de rôle dans nos institutions.** » C'est dire en termes plus polis (parce que Giscard, lui, est candidat en 1981) que la démocratie même parlementaire n'est rien d'autre que ce que Raymond Barre appelle « **le folklore** ». Le 20^e anniversaire de la Constitution a été marqué par un véritable bulletin de triomphe de la part de Giscard : « **Le problème constitutionnel a disparu de toute polémique nationale ; au point que les derniers contestataires ont prudemment abandonné toute critique à ce sujet.** »

Voilà quelque chose qui devrait faire réfléchir la gauche. Il est normal qu'après les élections de mars 1978 le débat fasse rage. Ce ne sont pas les autogestionnaires, qui veulent construire une « **gauche différente** » et une autre unité, qui s'en plaindront. A condition toutefois que le débat ne soit pas faussé.

Critiquer l'« **archaïsme** », même quand on met le doigt sur de vraies questions (étatisme, centralisme, autarcisme, etc.) ce n'est pas forcément changer de logique même quand on propose des aménagements importants. L'autogestion est-elle compatible avec la soumission acceptée au marché mondial capitaliste et à la division internationale du travail ? Peut-on changer le modèle de développement capitaliste en acceptant d'avance ces « **contraintes** » ? On s'interroge d'autant plus vivement que Michel Rocard cite en exemple la façon dont le Japon « **assure son indépendance** » (1). Les aménagements promis, plus cogestionnaires qu'autogestionnaires, font singulièrement l'impasse sur cette question fondamentale : celle du pouvoir d'Etat. L'aspiration autogestionnaire est-elle compatible avec le pouvoir incontrôlable de l'exécutif (quoi de plus centralisateur ?) qui ravale toute vie démocratique au niveau du « **folklore** » ? On est d'autant plus enclin à s'interroger quand on sait que les « **modernes** » préparent une stratégie ouvertement présidentialiste d'exercice du pouvoir.

Les « **anciens** » qui proclament, tant au P.C. qu'au P.S., leur fidélité à des « **orthodoxies** » qui ont échoué, dissimulent plus ou moins mal leurs orientations réelles d'aujourd'hui. En tout cas, ils ne remettent pas en cause non plus la soumission à la V^e République.

Nous ne nous tromperons pas d'adversaire : la vigueur et l'âpreté des débats à gauche ne nous empêcheront pas de rechercher l'unité d'action, y compris pour obtenir des aménagements démocratiques partiels qui pourront servir pour porter ensuite l'action à un niveau supérieur. Mais personne ne nous fera renoncer à porter le débat au nom de l'autogestion socialiste contre la V^e République et le règne du marché capitaliste. ■

(1) Nouvel Observateur, n° 725, du 2 au 8 octobre 1978, page 54.

La leçon des partielles

Le vote socialiste est apparu comme le plus efficace. Le P.C. comprendra-t-il qu'on ne lutte pas contre le réformisme à coup d'anathèmes?

C'EST sur un fond de morosité majoritaire que s'est conclue la série des cinq élections partielles provoquées par la décision du Conseil constitutionnel. Malgré sa défaite aux élections générales, malgré ses divisions, la gauche a progressé, reprenant les trois sièges dont elle avait été privée et renversant en sa faveur la situation à Nancy et dans le 14^e arrondissement de Paris.

Dans ces deux derniers cas, le succès des candidats socialistes prend l'allure d'un raz de marée. Il a démenti le principe généralement vérifié de la réélection assurée des députés invalidés. Bien sûr, l'absence d'enjeu national a pu inciter une partie de l'électorat centriste à exprimer sans risque son mécontentement devant la situation économique et sociale. D'autre part, Servan-Schreiber et la Malène ne suscitaient pas d'élan unitaire dans la majorité : le « turlupin » a toujours été cordialement détesté par les gaulistes, et le soutien apporté par l'U.D.F. au bétonneur chiraquien a été fort discret.

Il est néanmoins évident que sa victoire de mars n'était pas pour la majorité le résultat d'une dynamique électorale ni le signe d'un durable renversement de tendances dans l'opinion, dominée par la gauche en 1975-1977. Celle-ci progresse à nouveau, mais sur des bases différentes.

LE Parti socialiste est le grand bénéficiaire de la nouvelle situation. Le vote socialiste est apparu comme le vote le plus efficace contre le pouvoir. La force surprenante du courant unitaire a joué contre le P.C.F., dont la présentation de candidats dans le Pas-de-Calais, à Nancy et à Paris est apparue comme une remise en cause des préférences manifestées le 12 mars par les électeurs de gauche ; le P.C.F. est considéré par une majorité de ces derniers comme le principal responsable de la rupture de l'Union de la gauche, et donc de la défaite de mars.

Le recul du P.C.F. montre que son

revirement de septembre 1977 et l'attitude qui a été la sienne depuis n'ont été ni compris, ni admis par une large part des masses populaires, alors que ses attaques incessantes contre le P.S. et le fossé creusé entre les anciens signataires du Programme commun permet un ralliement plus aisé de l'électorat modéré d'opposition à un P.S. débarrassé d'un allié trop compromettant.

MAIS ce recul témoigne aussi de l'insuffisance profonde de la politique actuelle du P.C.F. face à la crise et à la stratégie de la bourgeoisie. Il ne suffit visiblement plus d'additionner des revendications catégorielles, de se cantonner d'une façon corporatiste dans la défense d'intérêts par-



fois contradictoires et de situations acquises, pour rassembler les mécontents. Dans le passé, le P.C.F. pouvait se contenter d'une telle politique, quand il exerçait une sorte de monopole de la représentation de la classe ouvrière et n'affrontait, à gauche, qu'une S.F.I.O. discréditée et fossilisée. Ce n'est plus aujourd'hui le cas. Le

caractère irréaliste, conservateur et chauvin de certaines de ses propositions économiques rendent l'ensemble de celles-ci peu crédible ni attrayant pour bon nombre de travailleurs ; son repli sur soi sectaire l'a conduit dans une impasse dont il ne pourra sortir que par des propositions unitaires sérieuses et la remise en route de sa déstalinisation.

LE P.S. ne bénéficie pas seulement en effet, d'une rente de situation électorale. Dégage du carcan, étouffant et dépassé, du Programme commun, il peut se consacrer à la définition d'un véritable projet social-démocrate adapté à l'évolution économique actuelle, étroitement liée à la situation concrète, répondant, sinon à l'espoir, du moins à l'attente de toutes les couches sociales concernées par la restructuration du capitalisme. Accepter cette restructuration comme une réalité, l'aménager pour la rendre supportable, l'orienter même ; la compenser à coups de « mieux vivre », de « mieux travailler », d'« expérimentation sociale », de décentralisation et de cogestion (baptisées autogestion) : voilà les grandes lignes du projet dont Rocard est le meilleur porte-parole et qui a le grand avantage... d'exister, face aux illusions anti-monopolistes entretenues par le P.C.F., au vide gauchiste et à notre propre faiblesse. En permettant au P.S. de canaliser le mécontentement et l'inquiétude de millions de travailleurs, il risque de plus en plus de le faire apparaître comme la seule réelle alternative au pouvoir.

Les difficultés du P.C.F. prouvent que la dénonciation aveugle et les attaques grossières sur le virage à droite, l'inévitable chute dans la collaboration de classe et le compromis avec le pouvoir sont inopérantes et dangereuses. Céder à ces méthodes seraient nous condamner à l'échec. Le courant autogestionnaire que nous cherchons à construire ne peut ni laisser le champ libre à un réformisme moderne se parant des couleurs de l'autogestion, ni se constituer à partir d'une référence négative, d'une sorte de « contre-modèle », sans définir lui-même sa propre voie.

LA lutte contre l'influence du réformisme ne se mène pas à coups d'anathèmes ni en traitant les réformistes en ennemis de classe. On ne fait pas triompher la vérité en utilisant le mensonge, le procès d'intentions, mais par la confrontation dans le débat et l'action, par la combinaison de l'esprit unitaire et de la critique, par la capacité de proposition alternative enfin — et surtout.

François TURQUAN ■

L'interrogation

Deux candidats — à Nancy et Paris 14^e — se sont présentés au nom du P.S.U. avec les résultats que l'on sait, enregistrant un net recul sur le score obtenu en mars 1978. Comment analyser cette situation et, plus généralement, réfléchir à l'insertion des socialistes unifiés dans un champ politique profondément modifié par la défaite de mars ?

Concernant les élections partielles, un facteur ne doit pas être sous-estimé : les courants minoritaires, non crédibles pour le second tour, y sont plus fortement « laminés » que lors des consultations nationales. Les résultats des diverses élections partielles auxquelles le P.S.U. a participé ces dernières années en font l'indiscutable démonstration. Les scores du Havre en juin 1975, de Tours en juin 76 et des cinq partielles de novembre 76 étaient comparables à ceux de Nancy et Paris. Ajoutons que cette constatation n'est pas propre au seul P.S.U., mais vaut pour tous les courants minoritaires. L'explication en est sans doute assez simple : sauf cas d'exception (émergence du phénomène écologiste avec Brice Lalonde dans le 5^e arrondissement) le « courant critique » qui vote P.S.U., écologiste ou extrême gauche ne se sent pas concerné par l'enjeu d'une élection partielle. Aussi serait-il aujourd'hui nécessaire de réfléchir plus profondément à l'attitude à adopter face à ce type d'échéance.

Mais là n'est pas l'essentiel, car plus généralement est posée la question de l'impact électoral du P.S.U., donc de son insertion dans le champ politique. Il semblerait que le recul opéré, lors des deux récentes partielles, sur la politique de rassemblement autogestionnaire esquissée en mars 78 a aggravé la perte d'impact électoral du P.S.U. L'image que ce dernier a donnée était plus « classique », plus institutionnelle parce qu'apparemment plus mêlée à l'empoignade des partis de gauche.

Depuis mars 78, la situation politique s'est très profondément modifiée... En est-on toujours entièrement conscient ? On ne reconstruira pas « comme avant » ce qui s'est cassé, même grâce à la fameuse « pression des masses ». Force est aujourd'hui de penser autrement, c'est-à-dire jusqu'au bout la démarche de la « gauche différente ». Sur le plan électoral un « courant critique » existe (5 à 6 %) ; les études de sociologie politique ont d'ailleurs montré la relative homogénéité de ses comportements et motivations.

Or, on ne gomme pas les réalités électorales par la confection de « bons » programmes politiques aussi utiles qu'ils soient. La réalité électorale pour le P.S.U., c'est aujourd'hui ce courant critique auquel il faut savoir s'adresser.

Cette réflexion ne saurait se situer au seul plan électoral considéré ici, mais implique des initiatives politiques, d'action et d'organisation. C'est le débat du congrès.

Serge DEPAQUIT ■



La grève des roulants :
Les usagers sont aussi concernés par le plan Guillaumat.

La bataille du rail

Les cheminots se mobilisent pour d'autres conditions de travail, mais aussi pour l'avenir - très menacé - de la SNCF.

Au début de cette semaine, la grande grève de la S.N.C.F. est intervenue après celle de la sidérurgie, dans un contexte difficile : accentuation de la restructuration capitaliste avec son cortège de licenciements, persistance de la division des partis de gauche et craquements de l'unité syndicale entre la C.G.T. et la C.F.D.T. Elle a été très suivie par les roulants.

L'action des agents de conduite a des causes immédiates : les conditions de vie et de travail, les horaires et les salaires. Rappelons à ce sujet qu'un arrêt de travail avait déjà eu lieu le 25 septembre à Marseille, et que les dépôts de Caen, Sotteville, Argentan, Mezidon et Le Havre sont en grève illimitée depuis le 26 septembre, notamment pour s'opposer à la conduite d'un agent seul sur les trains postaux. Il faut souligner que les mouvements ayant pour motif les conditions de vie et de travail sont ceux qui sont les plus suivis par le personnel des trains.

Dans ces circonstances, la décision d'élargir l'action, que viennent de prendre les fédérations C.G.T. et C.F.D.T., ne peut être considérée comme un choix d'état-major, destiné à faire donner le coup d'envoi par les che-

minots (qui « risqueraient » moins que d'autres catégories).

Car l'inquiétude grandit à la S.N.C.F. Depuis le rapport Nora, élaboré il y a plus de dix ans, les tentatives de restreindre la longueur des lignes exploitées et de réduire le nombre des personnels bénéficiant du statut de cheminot, se multiplient. Avec le rapport Guillaumat, qui prévoit le démantèlement de la S.N.C.F. et la privatisation de certaines de ses branches, le danger devient imminent : suppression de 14 000 km de lignes, de 3 000 gares et, à échéance, de 90 000 cheminots. Cela signifie : coupes sombres dans l'emploi ; concurrence sauvage aboutissant au saccage de l'environnement, au gaspillage des ressources énergétiques et à l'abandon de régions déjà en voie de sous-développement. Le plan Guillaumat doit être appliqué en 1982, l'année, précisément, où s'achèvera le contrat entre l'Etat et la S.N.C.F...

Les suites de la grève, une des plus suivies et des plus dures depuis longtemps, ne regardent donc pas seulement les cheminots. Tous les usagers sont concernés. C'est dans ce sens que les organisations ouvrières devraient orienter leurs efforts d'information.

Cette lutte montre — et ce n'est pas son moindre mérite — quelles sont les limites de la politique contractuelle : deux syndicats qui ont signé les accords salariaux (F.O. et F.G.A.A.C.) sont dans l'action. Elle montre aussi que, quelles que soient les divergences — politiques et syndicales — l'unité est possible, mais qu'elle doit se refaire sur des bases entièrement nouvelles, à partir des préoccupations qu'expriment les travailleurs.

Section P.S.U. des Services
centraux de la S.N.C.F. ■

Burroughs : un rapatriement frauduleux

A l'heure du SICOB, le n° 2 mondial de l'informatique ferme son centre français de recherche.

Les PTT y vantaient leurs moyens de télécommunications. Toutes les firmes de l'informatique y présentaient leurs derniers gadgets. Le SICOB 1978, ce salon du matériel de bureau qui se tenait à la porte de Versailles, fut consacré à la mainmise de l'informatique sur le secteur tertiaire. Le rapport Nora : **L'informatisation de la société** qui vient de paraître en livre de poche, y a été largement évoqué.

C'est le moment que choisit Burroughs Corporation, n° 2 mondial de l'informatique, pour annoncer la fermeture de son centre de recherche en France, soit : 80 licenciements. Les salariés de ce centre ont manifesté à plusieurs reprises au SICOB. Ils ont aussi adressé à Simon Nora, une lettre ouverte qui met en évidence le comportement d'une firme multinationale en France :

« Le potentiel de recherche informatique en France, rescapé des diverses actions de démantèlement menées par les groupes américains, est menacé par les critères économiques et technologiques, que la société américaine Burroughs tente de faire avaliser par les pouvoirs publics de notre pays.

En effet, Burroughs, pour faire disparaître son centre de recherche en France (Pantin, 93), invoque l'incompatibilité économique d'existence entre ce centre et ceux situés sur le territoire des USA. En réalité, sachant que les dépenses de recherches de Burroughs croissent plus vite que le chiffre d'affaires réalisé sur le marché mondial, il s'agit du rapatriement de toutes les recherches aux USA.

Le Centre de Recherche de Pantin, caractérisé par sa capacité à lier la mécanique (précision et fiabilité) à l'électronique avancée (asservissement et micro-électronique) a étudié plusieurs imprimantes et leur contrôle qui assureront, d'après les documents officiels Burroughs, l'essentiel du plan de charge de travail des trois usines (Cumbernauld en Grande-Bretagne, TBL en Inde, Santa-Amaro au Brésil) de 1978 à 1982.

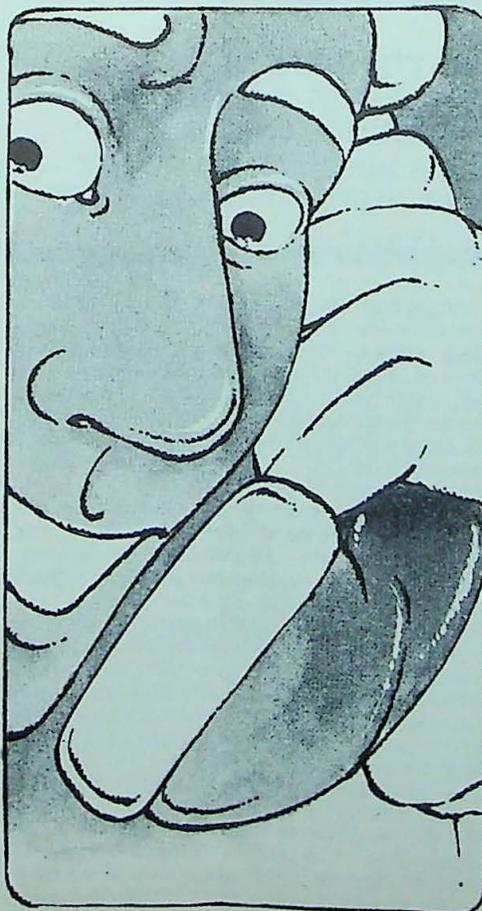
L'annonce de la fermeture du Centre a été faite par voie de presse (conférence du 12 septembre donnée par M. Louvet, PDG Burroughs France, en présence de M. Mirabito, de Chairman Burroughs Corporation), au mépris de la législation française. Agissant ainsi, hors des structures de la Burroughs S.A. — société de droit français — Burroughs Corporation tente de mettre les pouvoirs publics devant le fait accompli et nie l'existence du Comité d'Etablissement et du Comité Central d'Entreprise. »

De plus, les salariés de Burroughs estiment que Burroughs France a fraudé sans arrêt depuis cinq ans pour échapper à la législation fiscale et douanière française.

Ceci pour le plus grand intérêt de la maison mère aux USA qui a touché 111 millions de francs de royalties pour propriété technologique, utilisation de la marque, prestation de services et procédés d'impression.

En conséquence, tout en poursuivant leur lutte pour le maintien du centre de recherche en France, ils posent à Simon Nora, les questions suivantes :

« Le précédent que constituerait l'affaire Burroughs si les pouvoirs publics acceptaient cette « remise en ordre » dans la recherche, pourrait-il être invoqué par les autres groupes américains de l'informatique ? Le seul danger pour notre industrie informatique vient-il du « colosse » IBM ? Le marché et les résultats financiers sont-ils un préalable aux possibilités de maîtrise des technologies, ou est-ce l'inverse ? La France est-elle pour les multinationales américaines de l'informatique, une



Nation, ou une simple région pour son marché ? »

Les travailleurs de Burroughs n'attendent guère que Nora leur réponde favorablement, mais ils veulent ainsi mettre en évidence la mainmise des trusts américains sur l'informatique en France, condamnée à ne devenir qu'un réseau de concessionnaires de marques américaines.

Sécurité sociale: LE TROU

En 1977, Mme Veil annonçait un déficit de l'assurance maladie. Peu après, les élections approchant, on annonçait un « boni » de plusieurs milliards : les cotisations avaient été augmentées d'un point, les remboursements (kinésithérapie, certains médicaments) étaient diminués, enfin la consommation médicale avait cessé de croître.

Aujourd'hui, les problèmes financiers sont réels. Il y a quelques jours, le Conseil d'administration de la Sécurité sociale était convoqué d'urgence « pour une communication du Gouvernement ». A législation constante, au 31 décembre 78, la situation sera la suivante :

Le régime des prestations familiales aura un actif de 3 milliards. Le régime vieillesse : un passif de 5,3 milliards. Le régime maladie : un passif d'un milliard.

La Sécurité sociale n'a plus aucune réserve de trésorerie. La caisse maladie vit au jour le jour, retarde les paiements... des expédients.

Il faut noter d'autre part, que le Gouvernement a promis un remboursement plus correct de la lunetterie, de la prothèse ; un allongement du congé maternité ; de porter le minimum de ressources des ménages à 3 500 F en 1979. Le régime vieillesse arrive à son plein régime (37 ans et demi de cotisations) et son déficit, toujours à législation constante, atteindra huit milliards en 79, dix milliards en 80, dix à treize milliards en 81-82.

Les prestations familiales ont perdu 50 % de leur pouvoir d'achat. Compte tenu de la politique nataliste préconisée, l'utilisation des fonds de la C.A.F. ne pourra pas faire l'objet des habituels transferts.

La crise, même en tenant compte du chômage, qui n'est pas à la veille de disparaître, n'a rien de conjoncturelle. Des mesures législatives devront être prises. Pour la caisse maladie, dont les dépenses ont un caractère aléatoire, compte tenu de ce qui se dit et de ce qui se passe, sans vouloir jouer les prophètes, on peut évoquer deux hypothèses : un tarif d'autorité généralisé ou un double secteur.

Il y a ce qui se dit : que le niveau économique des Français est assez confortable pour qu'ils puissent participer à leur couverture maladie (par l'assurance privée).

Et puis ce qui se fait : les médecins utilisent largement le Droit à dépassement permanent (D.P.) et le Dépassement exceptionnel (D.E.) devient courant (alors qu'il avait un caractère très restrictif) sans que la Sécurité sociale réagisse.

Ces deux éléments convergents devraient réveiller tous ceux pour qui le terme de solidarité nationale, à l'origine de la Sécurité sociale, n'est pas un mot creux.

Gabriel GRANIER ■

NUCLÉAIRE : Ni à Plogoff, ni ailleurs!

Le Conseil régional de Bretagne vient de voter l'implantation d'une Centrale dans le Finistère. C'est un problème politique qui demande une réponse politique.

« Nucléaire, nous n'en voulons pas ! Par tous les moyens nous n'en aurons pas ! » ; « Nan, nan, nan, d'an distruj nukleel ! (Non, non, non à l'énergie nucléaire !) » ; « E.D.F. t'es foutu, les Bretons sont dans la rue... » ; « Centrale nucléaire, centrale toul va reoc'h (centrale, trou de mon cul...) » !

Deux à trois mille manifestants s'avancèrent, l'autre samedi (23 septembre), dans les rues de Brest derrière l'immense banderole du P.S.U.-Bretagne : « Non à la croissance capitaliste ». Toutes les sections avaient mobilisé : celle de Cornouaille (Quimper, Pont l'Abbé, Douarnenez) arrivées dans deux cars, mais aussi celles du pays nantais, de Saint-Brieuc, de Guingamp, de Morlaix, de Lorient... et, bien sûr, celle de Brest.

La manifestation, organisée par les C.L.I.N. et C.R.I.N. de Bretagne avait réuni dans son ensemble quinze à vingt mille personnes. Un succès incontestable pour le mouvement écologique et autogestionnaire breton qui avait contraint, devant l'ampleur du soutien populaire, C.G.T., P.C.F., P.S. et U.D.B. (Union Démocratique Bretonne) à se joindre à l'initiative.

Cependant, la douche bretonne ne vaut pas mieux que la douche écossaise... Dès le lundi 25 septembre, le conseil régional, crouillon d'une Bretagne étriquée à quatre départements, a voté en faveur de l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff, à 2 kilomètres de la pointe du Raz, l'un des plus beaux sites de Bretagne. Alors que l'an passé la gauche n'avait guère réussi à se déterminer (le P.S. s'était abstenu, seul le représentant du P.C.F. avait voté contre), cette fois, et sous peine de se faire désavouer par le mouvement populaire, les vingt et un conseillers régionaux P.S., P.C.F., U.D.B. ont voté contre. La droite n'a pas eu beaucoup de problèmes de conscience : quarante-trois voix pour, cinq abstentions.

Aujourd'hui, chacun se trouve au pied du mur. Le conseil régional, non représentatif, ne tient aucun compte du mouvement populaire... et va — paradoxalement — renforcer les rangs du F.L.B. et de tous ceux qui estiment qu'un affrontement armé est inévitable, dans ces conditions, avec les forces de répression du pouvoir. La gauche se complait dans des ambiguïtés insupportables : le P.S. est en principe contre les centrales mais pas contre un taux de croissance élevé. Le P.C.F. est contre les centrales, tant que les problèmes de sécurité n'auront pas été résolus. L'Union Démocratique Bretonne (U.D.B.), avec des méthodes dont elle a seule le secret, vient d'effectuer un virage à 180° ; elle proclame à oui veut l'entendre qu'elle a toujours été contre le nucléaire... et propose au P.S.U.-Bretagne une

alliance dans une campagne sur l'emploi, sans remettre en cause la croissance, considérée par son représentant le plus éminent — Ronan Le Prohon —, comme un problème secondaire, qui ne préoccupe que ceux qui connaissent déjà le luxe... P.C.F., P.S. et U.D.B. réclament à corps et à cris l'industrialisation de la Bretagne !

Quant au mouvement écologique breton, il est fort de son succès, largement appuyé par son implantation populaire dans les milieux ruraux du Finistère-Nord. Plogoff, cependant, constitue son maillon le plus faible... Le Comité de défense de Plogoff, présidé par le maire P.S., n'avait-il pas envisagé sa dissolution quinze jours avant que ne tombe le dossier du conseil régional ?...

Plogoff, la mal notée...

Ce dossier, examiné à la session d'automne, est habile. Il comporte des éléments scientifiques (d'après les études menées par le CNEXO, l'ISTPM et l'EDF), mais surtout des éléments politiques, économiques et financiers.

Du point de vue scientifique, un Marseillais, Jean-Marie Peres, professeur de la station marine de Marseille-Endoume, est venu apporter sa caution à l'E.D.F. Il est l'auteur du tableau n° 1 ci-joint, qui présente ses critères de choix entre les deux sites bretons finalement discutés, sur les cinq initialement étudiés, Plogoff en Cornouaille et Porsmoguer dans le Léon.

L'argument essentiel en faveur du site de Plogoff reste l'importance des courants marins près de la Pointe du Raz, qui disperseraient rapidement la tache thermique et les produits radioactifs.

Pourtant, les chercheurs du CNEXO avaient bien pris soin de préciser que leurs études d'avant-projet « ne permettent certes pas de conclure que tel ou tel site est absolument sans risque, même du point de vue du seul impact thermique ». Le pouvoir n'en tient pas compte. Il ne cherche auprès des scientifiques qu'une caution.

Soyons donc clairs : le choix a été politique. Et c'est bien parce qu'il s'adresse à des hommes politiques que le Gouvernement a su choisir ses arguments. Sous forme de chantage. En ce sens, le dossier présenté est basé sur une malhonnêteté politique fondamentale.

Le document soumis aux Conseillers régionaux comporte des éléments prospectifs en matière économique. Le raisonnement est le suivant : la Bretagne a besoin d'énergie ? Alors si vous ne votez pas pour une centrale nucléaire, vous retournerez à l'âge de la bou-

gie ! La Bretagne a besoin d'emploi ? Une centrale nucléaire vous en fournira ! La Bretagne a besoin d'argent ? Les collectivités locales en recevront !

Bref, une centrale nucléaire, c'est la panacée, elle répond à tous vos problèmes. Naturellement, silence presque total sur les risques provoqués par la radioactivité, soit au cours du fonctionnement, soit en cas d'attentat, de guerre, etc. Aucun plan d'urgence. Aucune étude des conséquences sur les hommes et sur le milieu en cas de pépin.

Le piège tragique de l'emploi

Mais reprenons-en les principaux éléments :

La Bretagne a besoin d'énergie. C'est un postulat en soi et le tableau 2 ci-après a surtout un but psychologique. Il fait apparaître un déficit breton en matière de production d'électricité. Il « montre » que les besoins en énergie n'arrêteront pas de croître. Mais ce raisonnement est profondément vicieux.

D'abord parce qu'il se garde bien de considérer la Bretagne à cinq départements, ce qui rendrait excédentaire le bilan production-consommation. Ensuite parce que, jamais, il ne précise à quoi servent les 17 000 millions de kwh que les Bretons sont censés dépenser en 1990. (Rappelons-le : il n'y a aucun plan de développement breton associé aux projets nucléaires.) Enfin, parce que les mêmes arguments peuvent servir à justifier la construction de centrales classiques au charbon, au fuel, au gaz... ou la mise en œuvre de tout autre moyen de production ou de récupération d'énergie. Mais cela, le dossier ne le dit pas !

La Bretagne a besoin d'emplois. Le Gouvernement sait bien utiliser les contradictions de sa politique et faire miroiter la

Tableau 1: Les critères de choix entre Plogoff et Porsmoguer

(chaque critère est noté de 0 à 5 selon que le degré d'inconvénient augmente)

Critère	Porsmoguer	note	Plogoff	note
étendue de la tache thermique (+ 1°C ; en km ²) ...	42	4	0,65	0
production primaire (plancton) ..	élevée	5	faible	1
surface des substrats meubles ... importante	assez	3	nulle	0
production secondaire .. importante		5	nulle	0
densité de zooplancton ..	assez faible	2	forte	5
activités de pêche ...	assez intenses	3	intense	4
turbidité ..	moyenne	3	faible	1
pollution domestique (estimée sur la base de la teneurs en germes) ...	assez forte	3	très faible	1
risque d'eaux rouges ..	faibles mais non nuls	2	pratiquement nuls	0
TOTAL (sur 45) ..		30		12

Plogoff, ayant la note la plus faible, présente donc le moins d'inconvénients que Porsmoguer...

creation d'emplois locaux associés aux chantiers nucléaires. Voici quels sont ses « engagements » :

Pour deux tranches de 1 300 mégawatts, il faut compter des travaux d'une durée globale de huit ans avec la première année en moyenne 100 travailleurs, la deuxième année 300, puis successivement 500, 1 400, 1 700, 2 000 (la sixième année), 1 200 puis 200.

A cela il convient d'ajouter les agents de l'E.D.F., soit au maximum : 100 personnes pour la direction et la surveillance des travaux ; 250 à 300 personnes pour l'exploitation.

Le nombre d'emplois détruits (pêcheurs, paysans...) est naturellement « négligeable ». Et comme l'E.D.F. s'engage à embaucher en priorité la main-d'œuvre locale (sauf pour l'encadrement, quand même...), franchement de quoi nous plaignons-nous ?

Si nous ne sommes pas convaincus... réfléchissons au fait que les impôts locaux (impôt foncier et surtout taxe professionnelle) représentent pour les collectivités concernées la bagatelle de 15 milliards de centimes par tranche de 1 300 mégawatts... qui, libérés sur place, représentent pas mal d'emplois potentiels...

Or, dans un département où le taux de chômage est de 12,14 %, il y a de quoi réfléchir...

Le collectif des 23

A un problème politique, il faut une réponse politique, et c'est ce dont s'occupe activement le P.S.U.-Bretagne malgré toutes les difficultés de la période actuelle : le découragement du mouvement populaire après l'échec électoral de la gauche et sa division, les méthodes répressives du pouvoir. La stratégie anti-nucléaire du P.S.U.-Bretagne marche sur deux jambes : l'action et les propositions politiques.

L'action d'abord. On a vu que le P.S.U.-Bretagne a mobilisé pour le 23 septembre ; 40 000 tracts distribués dans les principales villes de Bretagne. Mais au-delà de son action propre, le parti a su prendre les initiatives nécessaires pour tenter de renforcer le maillon faible dans le dispositif anti-nucléaire breton que constituait Plogoff. Les sections de Cornouaille du P.S.U.-Bretagne ont appelé à la constitution d'un collectif large « contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff et en Bretagne » (... faute de pouvoir ajouter « et ailleurs », comme le demandait le P.S.U.). Ont répondu à son appel, outre le comité de défense de Plogoff et l'association écologique locale Evid Buez ar C'hab (Pour la vie du cap), la C.F.D.T., la F.E.N., les Paysans-Travailleurs, la C.S.C.V., la J.O.C., Skol an Emsav, le P.C.F., le P.S., la L.C.R., H.R., l'U.D.B., etc...

Ce collectif a maintenant la direction des

Tableau 2: Production et consommation d'électricité en Bretagne

(en millions de kwh)

année	consommation	production
1972	3 747	1 055
1973	4 226	976
1974	4 540	1 131
1975	4 900	1 028
1976	5 456	980
1977	5 969	991
1980	7 730 (1)	
1985	11 900 (1)	
1990	17 000 (1)	

(1) selon les prévisions de l'EDF.

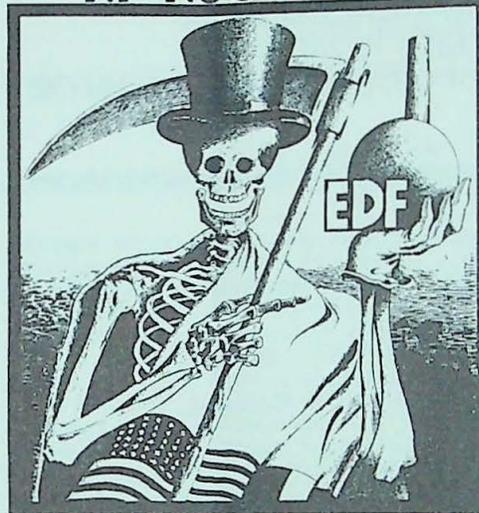
Consommation par habitant (en kwh en 1977) :

— Bretagne	2 264
— France	3 877

opérations. Cependant, c'est à une extension régionale de ce regroupement qu'il faudrait maintenant procéder. Et cela n'ira pas sans difficultés en raison de divergences idéologiques profondes entre ces organisations.

La réflexion et les propositions politiques sont à prendre plus que jamais au sérieux. Car la faiblesse fondamentale de la position

NI CAPITALISME NI NUCLEAIRE



POUR LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION

FEDERATION BRETONNE du PSU

Maison du Peuple BREST



de la gauche — hexagonale ou bretonne — réside en son absence d'alternative économique et énergétique au nucléaire. Rejeter les centrales nucléaires par ce qu'il n'y a aucun plan d'industrialisation associé, comme le font le P.S., le P.C.F. et l'U.D.B., ne suffit pas : c'est là prendre comme modèle de développement celui de la métropole. C'est bien pourtant de la société industrielle capitaliste que la Bretagne et les pays « sous-développés » crèvent. Nous ne rappellerons pas ici nos propositions basées sur un autre mode de croissance et que nous avons rassemblées dans notre Plateforme autogestionnaire bretonne (1). La chance de notre pays, c'est de partir de ses richesses : pêche et agriculture. C'est sur ces réalités qu'il faut baser notre développement industriel et énergétique.

Plus que jamais nous sommes décidés à approfondir le débat. La direction politique du P.S.U.-Bretagne organise, les 11 et 12 novembre à Lorient, une Assemblée bretonne à laquelle elle invite tous les militants du courant autogestionnaire et écologique. Nous y débattions en particulier d'une alternative économique et politique à la société actuelle, y compris en matière de création d'emplois...

L'emploi, la croissance, ce sont les enjeux fondamentaux de la période actuelle. Le mouvement populaire réussira-t-il à faire sa jonction avec le mouvement écologique pour proposer une réelle alternative et faire échec aux menaces d'une société nucléarisée et militarisée ? Quant à nous, nous ferons tout pour apporter une réponse positive.

Paul TREGUER,

Secrétaire du P.S.U.-Bretagne ■

(1) 112 pages, 6 F. Disponible au siège du P.S.U.-Bretagne, 28, rue Kériben, Brest. Ajouter 2,50 F en cas d'envoi postal.

Au Pellerin, le site le plus mauvais du monde

La Bretagne est gâtée... Avant le choix de Plogoff, le site du Pellerin en Pays de Retz (Loire-Atlantique) a déjà été retenu par E.D.F. et le pouvoir. Or, le Pellerin est situé tout près de Nantes : il y a 437 955 habitants dans un rayon de 20 km. Aux Etats-Unis les normes de sécurité imposent que les centrales du même type et de la même puissance soient situées à plus de 35 km des villes de 100 000 habitants et plus.

Par ailleurs, l'agglomération nantaise est située, par rapport à la centrale, sous les vents dominants. Ceux-ci charrieront des produits radioactifs (gaz rares : argon, xénon, krypton et vapeur d'eau tritiée) qui sont rejetés dans l'atmosphère lorsque la centrale est en fonctionnement normal...

Depuis mai 1977, un ample mouvement s'est développé : sept maires sur douze des communes concernées refusent de collaborer avec l'administration, les dossiers sont brûlés à Couëron et Saint-Jean-de-Boiseau ; boycott de la population, procès et condamnations de cinq paysans-travailleurs. A la fin du simulacre d'enquête d'utilité publique, les registres officiels ne comportent la signature que de 95 personnes ; 750 ont marqué leur opposition ; 30 000 ont signé des pétitions s'opposant à l'implantation de la centrale... Malgré tout, l'avis sera favorable. Mais les incidents entre habitants et agents très spéciaux de l'E.D.F. se multiplient...

Le débat sur, ou la lutte contre, le nucléaire est aussi pour beaucoup l'occasion d'une réflexion plus fondamentale : sur la croissance, le développement productiviste, l'impact social de la technologie. A cet égard, on peut citer un expert en la matière : M. James Wrigh, directeur de Westinghouse, qui, à la foire des Industries nucléaires à Bâle, en 1972, déclarait :

« Les mouvements d'opposition aux centrales nucléaires deviennent de plus en plus puissants parce qu'ils ont changé de camp. Les nouveaux protagonistes ne sont plus des illuminés ou des étudiants excités, mais des hommes responsables de 30 à 35 ans [...] La controverse n'est plus alimentée par un manque d'information ni une hystérie collective [...] L'opinion qui veut désormais participer aux décisions prises par le gouvernement ou les industriels leur demande : où ces décisions nous mèneront-elles ? »

Cf. La Gazette Nucléaire n° 17. Commander au G.S.I.E.N., 2, rue François-Villon, 91400 Orsay.

Jacques Chérèque (F.G.M.-C.F.D.T.): "Nous ne serons pas les assistantes sociales de la restructuration"

TRIBUNE SOCIALISTE : Tu as dit dans une récente interview : « Barre a raison... » Que recouvre, dans l'analyse de la Fédération Générale de la Métallurgie, cette affirmation ?

Jacques CHEREQUE : Après vingt ans de laisser-aller et de gaspillage, organisés conjointement par les gouvernements et les maîtres de forge, c'est bien la moindre des choses que de dire : « arrêtons les frais ! ». Cessons d'investir sans créer d'emplois alors qu'il y a des surcapacités de production. Mais cela ne veut pas dire que nous laisserons Barre agir à sa guise contre l'emploi, sans contrôle de l'utilisation des fonds publics.

Le problème central à l'heure actuelle est celui de la dimension internationale des problèmes économiques, syndicaux et politiques. On ne peut nier le mouvement qui va dans le sens d'une nouvelle répartition des forces productives. Et cette répartition est très complexe car elle recouvre deux aspects contradictoires : l'aspiration parfaitement légitime des pays en voie de développement de se doter d'une politique économique basée sur leurs propres ressources, et les initiatives prises par les forces capitalistes (Etats ou multinationales) pour se restructurer. En prenant en charge ce constat, nous entrons (avec un certain retard, malgré tout) au cœur d'un problème important ; la crise n'a pas de sortie simple. Le drame pour le mouvement ouvrier serait qu'en l'absence d'alternative mobilisatrice, les solutions capitalistes triomphent.

Un autre type de développement et de consommation

T.S. : Comment, à partir de ce constat d'une nouvelle division internationale de la production et du travail, passez-vous à la stratégie qui consiste à demander un débat sur les décisions économiques et industrielles ?

J.C. : C'est vrai que cela apparaît comme une gageure. Nous reconnaissons qu'il faut une transformation et une restructuration de la sidérurgie française. Mais pour quoi faire et comment ? Cela revient en premier lieu, dans l'immédiat, à répondre aux questions : quels types de produits fabriquer en fonction des besoins de notre pays et de leur utilité sociale ? Quelles usines doivent être fermées et selon quels critères ? Et enfin, et surtout, que faire pour que les sidérurgistes retrouvent un autre emploi, dans de meilleures conditions ? Que créer donc comme activités



Dans une interview à Libération, Jacques Chérèque, analysant la situation de la sidérurgie française, tenait il y a dix jours des propos qui suscitèrent force commentaires (1) : abandon de l'action au profit de la négociation ? Cogestion à la mode social-démocrate de la restructuration capitaliste ? Les propos de Jacques Chérèque, secrétaire général de la Fédération Générale de la Métallurgie, se voulaient provocateurs. Nous sommes allés lui demander pourquoi.

économiques dans les bassins sidérurgiques ? Cela, en deuxième lieu, suppose une réflexion sur un autre type de développement et de consommation, et d'autres rapports sociaux.

Nous sommes provocateurs en posant ces questions parce que nous disons d'emblée que la réponse social-démocrate, basée sur l'hypothèse d'une « gestion douce » des restructurations et de la crise, se retourne contre les travailleurs. Certains syndicats sociaux-démocrates, en particulier les Allemands, commencent à s'interroger d'ailleurs.

Après avoir accepté l'austérité, appelé les travailleurs à la raison, visé uniquement la reconstitution des profits afin de mieux les répartir ensuite, ils se retrouvent aujourd'hui en « culottes courtes », car les profits diminuent. Ils fondaient leur existence sur leurs capacités négociatoires à marchander, au sens le plus fort de ce terme, la force de travail.

Oubliant que les multinationales visent surtout à construire de nouvelles hégémonies, ou à maintenir les anciennes sur de nouvelles bases, ils faisaient ainsi le jeu des capitalistes.

Il faut donc bien comprendre que le système capitaliste a réussi à désamorcer ou à intégrer les aspirations et les besoins des pays en voie de développement, comme à se redéployer dans de nouvelles conditions.

Le mouvement ouvrier doit débattre des réalités

La conception social-démocrate du syndicalisme (visant seulement la redistribution des richesses, fruits de la croissance, obtenus grâce à l'exploitation des pays les plus pauvres) est sans issue. Le « bien-être » relatif négocié dans les métropoles capitalistes a été l'arbre qui a caché la forêt de la nouvelle division internationale du travail. On ne peut donc s'engager dans une stratégie qui perpétuerait cet aveuglement. La bataille dans la sidérurgie l'a amplement démontré.

T.S. : Oui, mais cela peut vouloir dire que vous acceptez de « marchander » la restructuration puisque vous la considérez comme inéluctable...

J.C. : Non, nous ne sommes pas sur cette ligne ! Nous disons simplement que le mouvement ouvrier doit débattre des réalités. La nouvelle distribution des forces productives existe, quelle que soit l'analyse que l'on peut faire de ses causes, des diverses stratégies qui l'ont créée. Il faut que le mouvement ouvrier fasse l'effort d'y répondre en termes de classe, de besoins, de démocratie. Il faut créer une alternative.

Nous ne jouerons pas le jeu de définir avec les patrons les conditions d'une restauration du taux de profit par le biais de la rentabilisation du productivisme. Ça, c'est la logique de Barre, ce n'est pas la nôtre.

T.S. : Quelle est alors votre logique ? Car il y a tout de même un piège pour les stratégies syndicales : celui de basculer dans l'attente de la fin



de la restructuration, pour ensuite se battre sur les nouvelles bases industrielles ainsi « assainies » ?

J.C. : C'est vrai que nous sommes sur le fil du rasoir mais nous en prenons le risque, car, sans ça, nous serions inéluctablement d'un côté ou de l'autre : cogérer dès maintenant les restructurations à la manière social-démocrate ou, comme la CGT, tout espérer à nouveau d'une éventuelle transformation de la situation politique, d'une éventuelle nationalisation de la sidérurgie.

Nous partons donc de l'idée qu'on ne se bat bien que si l'on croit à la victoire et à l'alternative que l'on propose. Cela nous oblige à réfléchir autrement qu'à court terme : éclairer l'avenir, c'est fixer une perspective à la lutte, car les sidérurgistes ne se batront massivement qu'à cette condition. Quand on a expliqué ça, il faut pouvoir lier les luttes immédiates à une perspective plus lointaine. Comment ?

Pas de mobilisation sur un contre-plan bien figolé

En examinant le plan sidérurgie de Barre, nous pourrions nous contenter de dire : « Massacre de la sidérurgie lorraine ! Barre veut liquider ! », et attendre le dos au mur la négociation d'une convention sociale essayant de limiter au maximum les graves conséquences qu'il ne manquera pas d'y avoir.

Cette attitude serait insuffisante.

Nous nous disons : il faut un plan acier qui réponde à la question : quelles productions pour quels besoins nationaux et quelle coopération internationale ? Quel plan social ? Pour les reconversions offertes aux travailleurs, quel plan d'industrialisation pour créer de nouvelles activités et de nouveaux emplois ?

La force de Barre, c'est qu'il utilise des effets inéluctables de la scandaleuse gestion des maîtres de forge pour masquer la vraie politique qu'il conduit. Il crée des réflexes de peur, ou défensifs. Notre alternative suppose donc une formidable mobilisation : pour la créer, on ne peut tenir des discours traditionnels. Mais une autre erreur serait de se contenter d'un appel à la mobilisation sur un contre-plan bien figolé.

Nous estimons qu'il faut au contraire enclencher des actions articulées, diversifiées. Elles donneront à chacun la conscience, là où il est, qu'il concourt à la construction d'une alternative. La bataille ne peut donc être qu'offensive et défensive. Ainsi, dans les installations condamnées, il faut discuter les critères technologiques choisis par Barre et les patrons pour décider de leur fermeture : il y a pu y avoir des retards d'investissements, un refus de moderniser. Dans ces entreprises, il faut s'opposer à toute fermeture tant qu'il n'y a pas de reconversion. Mais nous ne disons pas : « battez-vous pour que votre boîte continue à tourner tout le temps », comme le fait le PCF ! Dans ce cas, plutôt que de se battre contre des licenciements, il faut se battre pour d'autres emplois.

Pour une autre transformation de l'acier

Dans les unités modernes, qui ont bénéficié d'investissements ou en bénéficieront encore, nous disons : « battez-vous pour d'autres conditions de travail, la cinquième équipe, qui contribueraient à créer des espaces d'emploi, des transferts à l'intérieur de la

sidérurgie ! Mais aussi, battez-vous pour une autre transformation de l'acier ! »

Nos camarades de la Solmer ont commencé à le faire, avec ces mots d'ordre, par 48 heures de grève suivies par 98 % des salariés du 25 au 28 septembre dernier. Ils liaient leur lutte à notre axe fondamental de réduction du temps de travail et à la mobilisation en Lorraine. Ils créent ainsi les conditions explosives d'un autre débat : travailler moins de temps et sauvegarder l'emploi pour d'autres conditions de vie et de travail.

Il ne faut pas être trop négatif sur l'impact de ces luttes. La riposte contre le plan Ferry n'est quand même pas étrangère à la prise de participation décidée par Barre et à la création du fonds d'adaptation industrielle qui aura à utiliser 3 milliards de francs dans les régions menacées par la crise.

Par nos actions, nous nous battons pour que ce fonds d'adaptation serve une autre politique industrielle que le saupoudrage de quelques investissements ici ou là. Nous exigeons un contrôle et un débat pour qu'il soit autre chose que le pot de confiture laissé à la discrétion de quelques margoulin-mouches à miel... pour qu'il serve à une véritable reconversion.

Ne pas attendre la sanction pour réagir

T.S. : Quelles modalités proposez-vous pour ce contrôle ?

J.C. : Nous souhaitons la mise en place



Jacques Chêrèque, Edmond Maire, Michel Rolant :
La C.F.D.T. sur le fil du rasoir.

de structures de discussions, voire de négociation, qui, tout en posant les questions au niveau central, soient articulées avec les régions et les bassins. Nous avons en 1977 déjà réclamé la création d'une commission permanente, multipartite (syndicats, gouvernement, patronat et collectivités locales) au niveau du commissariat général au plan. Nous avons renouvelé cette proposition en

écrivant à Barre la semaine dernière avec des objectifs précis de débat : modernisation et diversification des outils sidérurgiques, mise en place d'autres débouchés par un effort énorme dans les industries de transformation de l'acier ; tout cela, bien entendu, pour que le redressement de la sidérurgie s'opère selon d'autres critères économiques que le chômage, la désertification et une conception de la productivité qui aggrave l'insécurité et les conditions de travail.

Dans ce cadre, notre rôle ne serait pas de cogérer, mais de contrôler, de recueillir les informations et de les rendre publiques auprès de tous les travailleurs. Quand les décisions aussi graves que celles qu'entraîne la faillite de la sidérurgie doivent être prises, les organisations syndicales ne peuvent demeurer éternellement à la périphérie des problèmes attendant la sanction pour alors commencer à réagir et à se battre. Nous ne voulons pas, comme ce fut le cas en 1966 après des journées et des journées de grève, être cantonnés à servir d'assistante sociale de la restructuration capitaliste.

Voilà pourquoi la mobilisation que nous préparons sera nouvelle : associant objectifs défensifs (empêcher la fermeture des installations, exiger des reconversions à qualifications et salaires égaux, grâce à des actions unitaires) et offensifs (se battre sur les conditions de travail et la réduction du temps de travail).

Cela suppose une adaptation des structures syndicales, de la pratique interprofessionnelle, qui n'est pas simple à réaliser tout de suite. Cela suppose aussi le débat démocratique, pour éviter une technocratisation syndicale, plus que le volontarisme ou les ripostes traditionnelles. Cela suppose enfin

une autre conception de l'unité. Nous prenons aujourd'hui les moyens d'y parvenir plutôt que de courir au devant de nouvelles défaites. Nous ne réussissons, bien entendu, que si l'action à la base se développe.

Propos recueillis
par Jean-Yves SPARFEL ■

et pourtant elle tourne

Nicaragua : La mort est son métier

Au bout du rouleau,
le dictateur Somoza choisit
le génocide.

Grève générale, insurrection, génocide, Somoza : un homme seul qui a bien du souci ; même la bourgeoisie l'a abandonné. Heureusement qu'il lui reste la garde nationale, la solidarité entre dictateurs, les Etats-Unis et la bienveillance des puissances impérialistes.

Après 44 ans de pouvoir, installée aux postes de commande par les Etats-Unis qui ont également mis sur pied à son usage la fameuse garde nationale, la famille Somoza n'a plus aujourd'hui d'autre recours que le génocide pour se maintenir à la tête de l'Etat.

Somoza, un homme seul face à une opposition où se retrouvent la population des villes et des campagnes, le F.S.L.N. (Front sandiniste de libération nationale), la bourgeoisie, enfin l'U.D.E.L. (Union démocratique de libération) et l'Eglise. Une opposition dans laquelle on peut distinguer aisément trois forces principales : la population, le Front sandiniste et la bourgeoisie.

● *Pour la bourgeoisie*, et notamment pour la bourgeoisie traditionnelle, Somoza est d'abord apparu comme un rival, puis comme un homme dangereux.

Un rival, puisque pour enrichir le patrimoine familiale, Somoza utilise — outre la corruption sur une large échelle — tous les rouages de l'appareil administratif d'Etat, pratiquant ainsi ce que la bourgeoisie elle-même a dénommé « une concurrence illégale ». Un homme dangereux aussi puisque sa politique économique, uniquement axée sur le développement de son empire propre, a conduit le pays à la ruine et a presque totalement anéanti les possibilités d'expansion de vastes secteurs de la bourgeoisie.

Ce qui est vrai sur le plan économique l'est aussi en matière politique. Il ne faut pas oublier que Somoza a accédé à la présidence (dans un bain de sang) au moment précis où la bourgeoisie revendiquait pour elle-même l'exercice direct du pouvoir. Il



y a plus. A partir de 1974, date de la réapparition du Front sandiniste sur la scène politico-militaire, Somoza a montré, non seulement, qu'il n'était pas capable de rétablir un ordre social propice aux affaires, mais encore que sa présence à la tête de l'Etat constituait l'une des principales sources de l'agitation populaire.

C'est ce qui explique les tendances qu'on retrouve aujourd'hui au sein de la bourgeoisie. La bourgeoisie financière représente sans aucun doute la tendance la plus modérée ; elle observe une stricte neutralité, n'appuyant ni Somoza, ni l'opposition. C'est aussi assurément le secteur le moins touché

par la politique économique de Somoza. Mais il y a également une bourgeoisie d'opposition, se limitant au seul domaine économique, conformément à l'attitude traditionnelle de la bourgeoisie nicaraguayenne qui laissait la scène politique au parti libéral de Somoza et au parti conservateur, parti alibi qui sert de caution démocratique au somozisme. Elle ne propose, par conséquent, aucune alternative politique au régime.

Le Mouvement démocratique nicaraguayen quant à lui, auquel se sont joints de jeunes chefs d'entreprise, est ouvertement anti-somoziste. Il réclame, entre autres choses, un cer-

tain nombre de réformes économiques et la participation du Front sandiniste au futur gouvernement. Avant l'insurrection, cette tendance bénéficiait de l'appui des Etats-Unis. Il est moins aisé de savoir aujourd'hui ce qu'il en est.

● **Autre force** : le Front sandiniste de libération nationale. Né en 1962, il opère en 1970 une complète révision stratégique (Guevara, c'est fini, mais Zorro n'est peut-être pas mort); concrètement, il abandonne la guérilla « guevariste » et entreprend d'élargir sa base d'appui afin d'accumuler des forces.

En 1974, il réalise, de nouveau, diverses actions militaires ponctuelles et le 27 décembre il organise une prise d'otages spectaculaire : ambassadeurs et autre personnel politique sont échangés contre la libération de nombreux prisonniers politiques et une somme de deux millions de dollars. Plus que la puissance militaire, il a fait alors la démonstration de l'importance de son réseau de sympathisants, à travers toutes les couches de la population. La répression est féroce et la crise politique au sein du F.S.L.N. ne tarde pas à s'ensuivre. Trois tendances s'affrontent idéologiquement :

— la tendance prolétaire (parti en formation, organisations populaires en formation, insurrection populaire);
— les G.P.P. (Guerre populaire prolongée) recherche particulièrement le soutien de la paysannerie et la consolidation des organisations populaires;
— les terciéristes, partisans des actions armées, de l'insurrection populaire immédiate, est un vaste front d'opposition anti-somoziste...

En octobre 1977, c'est cette dernière tendance qui passe à l'offensive, inaugurant le procès insurrectionnel actuel. La suite, tout le monde la connaît; ou croit la connaître : le 22 août 78, prise du Palais national par un commando du F.S.L.N.; le 27 août, grève générale dans tout le pays à l'appel des travailleurs, du patronat et du Front ample d'opposition qui regroupe toutes les organisations anti-somozistes; le 28 août, les lycéens de Matagalpa s'insurgent pour venger la

mort de l'un de leurs camarades; le 2 septembre, l'insurrection s'étend à d'autres villes.

Ce serait sans doute faire une grossière erreur d'analyse que de louer ou de blâmer le Front sandiniste pour avoir déclenché l'insurrection; dans la plupart des cas, il semble que ce soit la jeunesse des grandes villes qui ait pris l'initiative du soulèvement. Le Front sandiniste, toutes tendances confondues, participe aux combats, appelle à l'insurrection générale et bientôt, face à la violence inouïe de la garde nationale et des centaines de mercenaires, venus des Etats-Unis, d'Amérique centrale et d'Amérique du sud, face au déséquilibre énorme en matière d'armement — pistolets et fu-

sils mitrailleurs contre tanks et hélicoptères — le Front sandiniste donne l'ordre du repli.

Mais la population continue à se battre, la garde nationale continue le massacre. A l'heure actuelle, aucune des villes insurgées n'est tout à fait revenue au calme; chaque jour des éléments de la population attaquent la garde nationale. Dans l'ensemble du pays, la grève générale se poursuit.

André DESCHAMPS ■

Pour prendre contact avec le Collectif Nicaragua, écrire au 67, rue du Théâtre, 75015 Paris. Soutien financier : Michel Griffon, 9, rue des Chaufourniers, 75019 Paris, compte bancaire, BNP 84452.

Liban : la logique aux mains sales

Beyrouth. Beyrouth n'en peut plus. Beyrouth agonise. Les « orgues de Staline », les fusées « Grad », les mitrailleuses lourdes ont transformé le quartier Est de la capitale libanaise — le quartier chrétien —, en un paysage où règne désormais la désolation. Les moins lucides l'avaient prévu, les plus sceptiques le redoutaient, les plus « politiques » l'envisageaient comme la conséquence fatale du sommet de Camp David. Comme si la joie du Caire ou de Tel-Aviv devait se payer du triste tribut d'une ultime bataille livrée sans discernement dans un pays voué à subir la violence. Comme si, par un « juste » retour des choses, il fallait se résoudre à accepter ici le pire, parce qu'ailleurs on y avait, semble-t-il, enfin renoncé. Comme si, quoi qu'il en soit, l'équilibre dont la géopolitique fait son pain quotidien exigeait qu'on s'autorise de la paix gagnée autour du tapis vert pour avoir la liberté par ailleurs de s'accomoder du pire. Disons-le sans détour : la dialectique subtile qui préside à de tels raisonnements est une imposture. Et la Syrie qui, avec l'aval du « diable » hier dénoncé — le sionisme et ses « complices » en négociation, Carter et Sadate —, bombarde en toute impunité Achrafieh ne flatte nullement le « progressisme » dont elle se réclame.

Car enfin, les choses en sont là, qu'il n'est plus possible de laisser croire que les milices chrétiennes font les frais de la mitraille quand ce sont les populations civiles qui meurent. Il en va ainsi souvent d'ailleurs de la guerre, quelque nom qu'on lui donne. A Beyrouth en tout cas, il n'est pas douteux que ce soit le cas.

Certes, dans cette guerre sans nom où les idéologies sont le marche-pied du « laissez-faire » le plus aveugle, la violence n'est pas le seul fait de la Force arabe de dissuasion (F.A.D.) dont les soldats syriens constituent l'essentiel. Quotidiennement, et avec une sorte d'inconscience qui confine à la folie, les milices fascistes multiplient les provocations. Elles ont par ailleurs à leur actif trop de massacres pour qu'on leur descende ce label d'innocence que les appels réitérés de leurs chefs à l'Occident réclament.

Mais justement : si la droite maronite la plus fanatique s'est disqualifiée, si elle persiste dans l'aveuglement au point d'indisposer définitivement Damas, l'ensemble de la communauté chrétienne, qui ne se confond pas avec les chefs qu'on lui prête et qu'elle ne se reconnaît plus toujours, échappe à l'amalgame que supposent les bombardements massifs. Ou alors, ou alors le Liban, et pas seulement la communauté chrétienne, est promis à la mort. A Beyrouth c'est ce que tout le monde redoute aujourd'hui, à « droite » comme à « gauche ».

Reste les calculs. Car ce qui confond la morale la plus exigeante alimente les hypothèses dont la classe politique nourrit ses discours. Une chose est certaine : le camp « palestino-progressiste », fortement muselé par Damas, assiste, impuissant, aux assauts livrés par le président syrien. Pourtant, ni la gauche libanaise, ni la résistance palestinienne n'ont oublié le temps où, ce qui est aujourd'hui le « protecteur » syrien, donnait hier la main aux maronites pour lamener de manière sanglante la montée du camp « islamo-progressiste ». Le retournement syrien ne vise qu'un but : « geler » le Liban et les forces politiques qu'il suppose en vue d'une future — fut-elle encore lointaine — négociation régionale dont Camp David, qu'on le veuille ou non, vient d'amorcer la première étape.

Dans cette affaire, tout se passe comme si, et les U.S.A. et Israël se gardaient bien de vouloir intervenir. Et, de fait, il est peu probable qu'ils interviennent. Carter l'a laissé entendre. Israël aussi. On imagine aisément le sens d'une neutralité aussi bienveillante. Le général Hafez Al-Assad semble recueillir plus de bénéfices de la part des trois puissances de Camp David que des pays « du front de la fermeté ». Singulier retournement des choses.

José SANCHEZ ■

WEEK-END ALGERIE

« Rencontre et développement » est une association internationale de droit algérien à laquelle participent des travailleurs en Algérie d'une quinzaine de nationalités, et de cinq continents.

Son but est de participer au développement de l'Algérie dans le cadre des orientations établies par le pays, et de manifester l'intérêt de ses membres pour le développement solidaire de tous les peuples.

Ses activités veulent en particulier contribuer à une information sur le développement et les luttes de libération en Afrique et dans le monde.

Rencontre et développement propose : une permanence d'accueil et d'information, des groupes de travail sur différentes luttes anti-impérialistes, les 26 et 27 octobre, un premier week-end d'initiation à l'Algérie, les 14 et 15 décembre, un deuxième week-end.

Pour tous renseignements, et pour des contacts à Alger ou dans d'autres villes d'Algérie : 12 bis, rue Edgar-Quinet, Alger. Tél. : 66.69.86 et 87. ■

A la recherche du personnage populaire (1) Le destin ordinaire de la femme

Des comédiens se transforment en miroir où nous voyons ce que nous sommes tous les jours que Dieu fait.

● Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis (Festival d'automne), jusqu'au 29 octobre.

Il y a quelques années, la venue en France de Dario Fo, qui racontait des histoires tout en étant lui-même ces gens dont il racontait l'histoire, a beaucoup frappé les esprits. Son travail, en effet, s'est révélé acte politique assez fort pour, étant capable d'accrocher le public selon une manière acquise dans sa jeunesse au cours de passages comme « attraction » dans les cinémas, susciter dans son pays interdictions, arrestations... C'est de la même façon qu'aujourd'hui des comédiens hautement professionnels — c'est-à-dire sachant se servir de leur corps, de leur voix, pour faire passer des intentions dans le domaine immédiat du visible et de l'audible — ont choisi d'user de ce métier pour prendre en charge le vécu des gens ordinaires, tisser à partir de là ces destins qu'occulte l'habitude dans la vie courante et les ayant en quelque sorte endossés, en restituer l'image à ceux qui les vivent afin de les leur faire voir de telle manière que puisse naître réflexion ou révolte.

C'est de ce point de vue que se montre exemplaire le travail de Michèle Foucher. Comédienne au Théâtre National de Strasbourg, elle se demandait comment saisir ce qui est si difficilement saisissable, le destin ordinaire de la femme, enfermée dans les foyers clos. Lentement, par relations ou amitiés interposées, elle a pénétré dans ces foyers, elle a perçu le caractère de cette vie familiale si fortement maintenue en Alsace comme une sorte de loi sociale et elle a vu que ce qui lie la plupart de ces vies féminines, par ailleurs dissemblables, c'est ce meuble aux usages multiples, où les légumes s'épluchent, où les enfants sont langés et où, plus tard, ils feront leurs devoirs, la table. Et cette table lui est apparue comme le support d'un cérémonial, non pas seulement celui des grands jours avec la vaisselle impeccable dont les motifs peints se répandent exactement de la grande assiette à la petite, du plat à la tasse à café — et sitôt une pièce est ne serait-ce que fêlée, il faut se hâter d'aller la remplacer — mais celui du rite quotidien, le maître incontesté installé au haut bout, régnant sur les enfants, tandis que l'esclave de toujours se dépense entre le réchaud à gaz et les assiettes à remplir. L'homme vient-il à manquer, c'est autour de la table que femme et enfants se serrent les uns contre les autres comme poussins frileux.

« La Table » de Michèle Foucher fait entendre les voix multiples auxquelles elle a été attentive. Par une prouesse de très grande comédienne, ces voix se répondent,

s'entrecroisent, s'articulent; et la comédienne, à chaque articulation, semble repartir à neuf d'une sorte de degré zéro du jeu, et elles sont là, cent, mille, ces femmes ordinaires, ces femmes simples et cependant si profondément évoquées que chaque spectatrice retrouve au passage tel de ses comportements, porte un regard désormais lu-

Alertez les bébés

Quand l'école n'a plus les moyens de Sainte-Discipline, elle invente le libéralisme et l'observation psychologique.

● « Alertez les bébés », de Jean-Michel Carré. Cinéma du Marais et Studio Saint-Séverin, depuis le 27 septembre.

« Alertez les bébés » : « un film politique et néanmoins drôle, sur un sujet qui touche tout le monde », c'est l'opinion de Pariscope. Un film politique et militant pour le « grand public » en 1978, il faut oser... Jean-Michel Carré est réalisateur au Grain de Sable (1).

La rencontre entre ce groupe de professionnels (faisant autre chose que de la fiction et autre chose que du cinéma engagé pour militants exclusivement) et une école pas comme les autres, celle de Vitruve : cela donne *L'enfant prisonnier*, court-métrage passant en première partie. Un film qui, projeté en circuit parallèle, a entraîné questions et débats. Toute une réflexion collective qui a suscité le besoin de continuer ce travail avec les enseignants et les enfants de Vitruve mais aussi avec des chercheurs (comme L. Lurçat ou G. Chauveau), des militants (comme F. Villiers, d'Ecole et Feuilles et de la C.S.F.).

De cette réflexion est sortie « Alertez les bébés » qui alterne des extraits d'interviews réelles ou fictives, des scènes de fiction en une sorte de dialogue illustré. Souvent cocasse pour dénoncer les opérations modernistes visant à réajuster l'école à l'évolution du système social. Quand l'école n'a plus les moyens de Sainte-Discipline elle invente le libéralisme et l'observation psychologique. Traditionnelle ou moderne, l'école trouve

cide sur sa façon de trouver refuge ou fuite dans la belle nappe brodée, dans le cristal qui étincelle... Et tous ces moments vrais affirment par leur présence même qu'il n'y a pas de solution miracle à une situation de dépendance si répandue, si lourdement subie, si peu souvent assumée. Si une solution devait être trouvée — à long terme —, est-ce par une plus sûre prise de conscience, est-ce par une compréhension réciproque entre femmes, une entraide active ? Le spectacle sait se garder de tout militantisme avoué ; il montre seulement ce qui est, et, ce faisant, il livre tous les points d'interrogation d'où naîtront, dans l'esprit des spectateurs, les nécessaires propositions de réponses.

C'est un spectacle qu'il faut voir, dont on ne peut qu'aimer la netteté, la franchise, et auquel il faut prêter tous ensemble une réflexion active.

Dominique NORES ■

● La semaine prochaine : A la recherche du personnage populaire (2); Les petites mariées (« La sœur de Shakespeare », au Théâtre de l'Aquarium).

toujours ses cancre — pardon, « les élèves en situation d'échec » — dans les mêmes familles. Curieux, ce sont toujours les enfants issus des classes populaires que les enseignants, les psychologues, les rééducateurs... jugent comme « handicapés socio-culturels ».

Grâce à l'informatique (GAMIN - AUDASS), avant sa naissance l'enfant est catalogué comme « à risques » pour peu que ses parents soient célibataires, immigrés, ou... étudiants. Il est inscrit alors dans un processus d'anormal et d'inadapté.

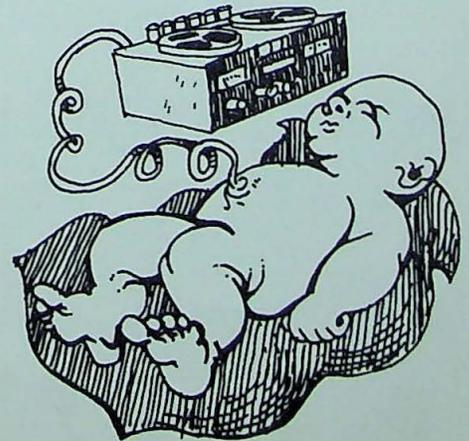
Infantilisé, hyperprotégé, hypertrophié par cette éducation libérale de la famille et de l'école, en passant par les centres de loisirs, l'enfant ne jouit que d'une liberté illusoire : on lui demande de faire du feu en lui confisquant les allumettes !

Malgré les rénovations modernistes de façade, le statut de l'enfant demeure celui de l'impuissance et de l'obéissance. L'enfant n'est libre que pour être mieux guetté, épié, cerné.

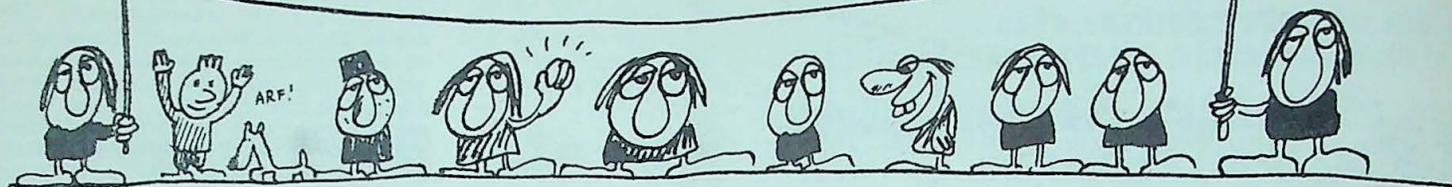
Alertez les bébés.

J. C. ■

(1) Des films de Grain de Sable, 206, rue de Charenton, 75012 Paris. Tél. : 344-16-72.



BD ET CENSURE...



Marcel Gotlib est un homme calme : c'est nécessaire pour dessiner. Comment pourrait-il fabriquer les petits chefs-d'œuvres qu'il nous donne dans sa revue *Fluide glacial* (120 bis rue Bd du Montparnasse, 75014 Paris) si ses mains tremblaient ?

Un homme calme ? Et pourtant, en ce moment, chaque matin, quand le



facteur apporte le courrier, il ne reste plus en place sur sa chaise. Parce qu'il attend un petit papier bleu qui va lui annoncer qu'on retire la commission paritaire à son journal. Vous vous dites : qu'est-ce qu'on en a à foutre des questions administratives, du moment qu'on a notre dose de Petits Mickeys ? Eh bien, vous avez tort.

Parce que Gotlib n'est pas le seul à trembler. A *L'écho des savanes*, à *Métal hurlant*, à *Charlie mensuel* aussi, on tremble. Pas à *Pilote*, ça non : Guy Vital est tranquille, son petit papier bleu il l'a reçu il y a quelques jours.

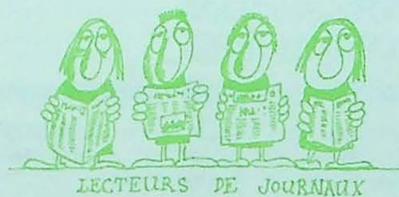
Pilote n'est plus un journal, donc, explique-t-il dans l'édito du dernier numéro paru (12 rue Blaise Pascal, 92210 Neuilly). Qu'est-ce que c'est, alors, *Pilote* ? Une poêle à frire, peut-être bien.

Pour un journal de B.D., le retrait de la commission paritaire signifie, tout simplement, à plus ou moins long terme, sa disparition. Quand ces journaux seront morts, qu'est-ce qu'il restera ? La B.D. de cul, les petits canards qui racontent la guerre et les conneries en tout genre, pour laminer le cerveau. Sans commission paritaire, pas de carte de journaliste, des tarifs

d'expédition bien supérieurs, pas d'exonération de T.V.A. et : la mort.

Il y a quelques jours aussi, *Ah nana*, la seule revue de B.D. faite par des femmes (Les Humanoïdes associés, 15-17 passage des Petites Ecuries, 75010 Paris) s'est vue signifier une interdiction de vente aux mineurs. Un arrêté pris pendant l'été, bien sûr, pour passer inaperçu, comme toujours. Conséquence immédiate : 30 % de ventes en moins, parce que dans les kiosques, dans les gares, dans le métro même, les vendeurs n'affichent plus. Et à long terme, là encore, la disparition d'un journal. Ces derniers temps, les femmes de *Ah nana* commençaient à parler de sujets brûlants : l'homosexualité, l'inceste, les possibilités de changer de sexe. Coïncidence ? Non, censure, encore et toujours.

Le pouvoir, en ce moment, mène une grande campagne contre la B.D.



intelligente, celle qui parle de nos problèmes, qui interpelle le lecteur, qui critique et qui propose des solutions. La B.D. aurait dû rester bien sage, parler d'éléphants roses et de westerns à la sauce yankee. Et surtout ne pas regarder notre monde. Si elle bouge,



on lui cloue le bec. Directement, comme pour *Ah nana*, indirectement comme pour *Pilote*, qui avait fait récemment une couverture avec un gros bébé joufflu, loucheur et un peu con, un bébé-Barre. Coïncidence ?

Alors n'hésitez plus : demandez *Ah nana* dans les kiosques. Gueulez si vous ne le trouvez pas. Et lisez plein de mensuels de B.D... Dis donc, ça serait vraiment bien si c'était toujours comme ça, faire la révolution avec les aventures de Mickey, formidable !

Bernard BLANC ■

DERNIÈRE MINUTE
PILOTE VIENT D'OBTENIR UN SURSIS DE SIX MOIS...
«BD» ET «A SUIVRE» NE SONT TOUJOURS PAS INSCRITS A LA COMMISSION BARRITAIRE

Dessins : Filipandré

